

1^{er} semestre 2025 : une activité très dynamique et des résultats solides, pénalisés par la surtaxe exceptionnelle d'impôt sur les sociétés

Crédit Mutuel Alliance Fédérale enregistre des résultats solides au premier semestre 2025 démontrant la puissance de son modèle de bancassureur universel et la pertinence de son plan stratégique Ensemble Performant Solidaire 2024-2027.

Les résultats d'activité du groupe mutualiste atteignent des niveaux record, avec un produit net bancaire de 8,8 milliards d'euros (+6,2 %) et un résultat avant impôt de 2,9 milliards d'euros (+8,4 %). Pénalisé à hauteur de 314 millions d'euros par la surtaxe exceptionnelle d'impôt sur les sociétés introduite par la loi de finances 2025, le résultat net atteint 1,8 milliard d'euros (-10,1 %).

Tous les métiers enregistrent des performances solides. Les réseaux bancaires ont notamment été soutenus par l'amélioration de la marge d'intérêt et la conquête commerciale en rebond. L'assurance et les métiers spécialisés demeurent solides alors qu'ils ont été particulièrement pénalisés par la surtaxe.

Le coût du risque total se stabilise à 902 millions d'euros (-5,8 %). Il reste sur des niveaux élevés liés aux difficultés que connaissent les entreprises dans la situation économique actuelle. Avec 67,7 milliards d'euros de capitaux propres et un CET1 de 19,5 % estimé au 30 juin 2025, le groupe figure parmi les banques les plus solides de la zone euro.

Les frais généraux atteignent 5 milliards d'euros (+6,7 %). Ils reflètent les investissements de Crédit Mutuel Alliance Fédérale pour maintenir son avance technologique, se développer en France et en Europe avec le projet d'acquisition de la banque allemande OLB, et pérenniser un pacte social fort.

Première banque engagée dans la démarche de l'entreprise à mission, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a amplifié son action pour le bien commun. Vingt engagements forts ont été adoptés par la Chambre syndicale et interfédérale, son Parlement mutualiste. Parmi eux, le Dividende sociétal qui mobilise, chaque année, 15 % de son résultat annuel net consolidé pour bâtir un monde plus juste et plus durable.

Résultats au 30 juin 2025	30/06/2025	30/06/2024	Évolution
Produit net bancaire record	8 768 M€	8 257 M€	+6,2 %
dont banque de détail	6 466 M€	6 094 M€	+6,1 %
dont assurance	812 M€	701 M€	+15,9 %
dont métiers spécialisés ²	1 532 M€	1 491 M€	+2,8 %
Frais généraux reflétant les investissements	-5 026 M€	-4 712 M€	+6,7 %
Coût du risque stabilisé	-902 M€	-957 M€	-5,8 %
Résultat avant impôt record	2 863 M€	2 641 M€	+8,4 %
Résultat net en baisse avec l'effet surtaxe d'IS	1 826 M€	2 032 M€	-10,1 %
dont surtaxe de l'IS	- 314 M€	N/A	N/A

REPRISE DE LA CROISSANCE DES FINANCEMENTS³ : + 1,1 %

Crédits à l'habitat	Crédits à l'équipement	Crédits à la consommation
263,6 Md€	146,9 Md€	58,3 Md€

UNE STRUCTURE FINANCIÈRE SOLIDE

Ratio CET1 ⁴	Capitaux propres
19,5 %	67,7 Md€

¹ Comptes non audités, les procédures d'examen limité menées par les commissaires aux comptes sont en cours. La réunion du conseil d'administration arrêtant les comptes s'est tenue le 30 juillet 2025. L'ensemble de la communication financière est disponible sur le site Internet : www.bfcm.creditmutuel.fr et est publiée par Crédit Mutuel Alliance Fédérale en application des dispositions de l'article L451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF). ² Les métiers spécialisés regroupent la banque de financement, les activités de marché, le capital-investissement, la gestion d'actifs et banque privée. ³ Évolution des encours calculée sur 12 mois. ⁴ Estimé au 30 juin 2025, l'intégration du résultat dans les fonds propres est soumise à l'approbation de la BCE.

« Crédit Mutuel Alliance Fédérale a enregistré une activité très dynamique au premier semestre. Elle reflète l'engagement de nos élus mutualistes et de nos équipes pour nos sociétaires-clients et pour la société. Notre collectif continue à faire bouger les lignes et à investir dans l'innovation et dans l'humain. Notre différence coopérative et mutualiste, clairement affirmée et revendiquée, conforte nos positions dans le temps long. Notre ambition d'entreprise à mission est de créer toujours plus de valeur pour encore mieux la partager, en interne et en externe. »

Daniel Baal, Président



« Notre Plan Stratégique Ensemble Performant Solidaire 2024-2027 s'avère efficace. Privilégiant le long terme, il a été conçu pour être peu sensible à la conjoncture, et fort heureusement ! Nous poursuivons nos investissements dans l'humain, les technologies de pointe mais également en Allemagne – notre deuxième marché domestique. Nos choix sont ambitieux et nous construisons de quoi offrir à tous le meilleur des deux mondes physique et digital. »

Éric Petitgand, Directeur général

1. Des résultats solides, pénalisés par la surtaxe d'impôt sur les sociétés

Les résultats du premier semestre 2025 confirment la robustesse du modèle de Crédit Mutuel Alliance Fédérale et la pertinence de son plan stratégique. Partant avec un handicap fiscal, le groupe enregistre des résultats très élevés autant dans ses activités de banque de réseau qu'en assurances et dans ses métiers spécialisés.

Une activité record pénalisée par la surtaxe d'impôt sur les sociétés

Crédit Mutuel Alliance Fédérale enregistre des niveaux d'activité record au premier semestre. Reflétant l'engagement de ses élus et collaborateurs pour leurs sociétaires et clients, **le résultat avant impôt atteint un niveau historique à 2,9 milliards d'euros** (+8,4 % sur un an). Il est notamment tiré par **le produit net bancaire de 8,8 milliards d'euros** (+6,2 %), également record.

Le résultat net ressort à 1,8 milliard d'euros (-10,1 %). Hors effet de la surtaxe d'impôt sur les sociétés, il aurait progressé de +5,3 %. Cette performance s'explique notamment par son efficacité opérationnelle, avec un coefficient d'exploitation de 57,3 % - soit le meilleur de la place financière française.

Les frais généraux atteignent 5 milliards d'euros. En hausse de +6,7 %, ils traduisent la stratégie d'investissements dans l'humain, les outils technologiques et le développement en France et en Europe de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, conformément à son plan stratégique.

Surtaxe d'impôt sur les sociétés

314 MILLIONS € AU 1^{er} SEMESTRE 2025

Crédit Mutuel Alliance Fédérale est un contributeur fiscal et social exemplaire. Ses entités sont redevables de plus d'un milliard d'euros d'impôt sur les sociétés (IS) au premier semestre – dont 314 millions d'euros liés à la surtaxe d'impôt sur les sociétés. Le groupe figure parmi les entreprises françaises les plus pénalisées devant des grands groupes qui réalisent des résultats plus importants.

Un modèle diversifié au service de ses clients et sociétaires

Le résultat net des réseaux bancaires atteint 607 millions d'euros (11,4 %). Cette embellie s'explique par l'amélioration des marges d'intérêt et la reprise de la demande de crédits à l'habitat.

Dans ce cadre, le groupe a réaffirmé son engagement historique en faveur de l'accès à la propriété du plus grand nombre. Le Prêt Coup de Pouce, un crédit immobilier à 0,99 % jusqu'à 30 000 euros pour les primo-accédants, représente un engagement de près de 180 millions d'euros pour 15 200 bénéficiaires. En matière de conquête, le groupe est en ligne avec son objectif d'atteindre plus de 15 millions de clients bancaires d'ici fin 2027.

En Allemagne, TARGOBANK enregistre un résultat net de 216 millions d'euros. Une performance solide alors que le groupe et TARGOBANK sont pleinement mobilisés et investissent pour devenir un bancassureur de plein exercice en Allemagne sur le modèle du Crédit Mutuel et du CIC.

Le résultat net contributif du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel est stabilisé à 485 millions d'euros (+0,5 %), malgré la surtaxe d'impôt sur les sociétés (près de 100 millions d'euros). Le semestre a notamment été marqué par un nouveau record de collecte nette en assurance-vie en France (2,4 milliards d'euros, soit + 87,3 % sur un an) ainsi que par une moindre sinistralité climatique.

Stratégie multiservice

ASSURANCE: 38,4 M de contrats (+1,1%)

dont auto : 3,3 M de contrats (+1,4 %)
dont habitation : 3,1 M de contrats (+0,8 %)
dont prévoyance : 3 M de contrats (+1,5 %)
dont santé : 0,7 M de contrats (+1,4 %)

TELESURVEILLANCE: 712 226 abonnés (+4,1%)

Évolution depuis le 31 décembre 2024.

Également pénalisés par la surtaxe de l'impôt sur les sociétés, les métiers spécialisés confirment leur solidité avec un résultat net de 580 millions d'euros (+2,9 %). Parmi eux, la banque de financement démontre sa solidité (+1,7 %) grâce à une dynamique commerciale résiliente ; les activités de marché ont bénéficié des besoins croissants de couvertures des entreprises face à la volatilité des marchés (+3,1 %), et la banque privée progresse fortement (+33,6 %).

Enfin, **Cofidis Group enregistre un résultat net de 30 millions d'euros (-28,9 %).** Pénalisé notamment par des litiges juridiques de place en Espagne et un effet de base lié à

des reprises de provision en juin 2024, Cofidis Group affiche une belle performance opérationnelle. Elle s'explique par l'amélioration de la marge d'intérêt et la maîtrise du coût du risque. La filiale, pilier de diversification du groupe mutualiste, a également renouvelé avec succès son contrat de distribution avec Amazon. Une réussite qui traduit l'expertise de Crédit Mutuel Alliance Fédérale en matière de fluidité des parcours clients dans l'univers digital et de l'efficacité de ses solutions de crédit.

Résistance du modèle diversifié à la conjoncture

Le coût du risque est stabilisé à -902 millions d'euros (-5,8 %). Il reste sur des niveaux élevés liés aux difficultés que connaissent les entreprises dans la situation économique actuelle.

Avec 68 milliards de capitaux propres et un CET1 de 19,5 % estimé au 30 juin 2025 (contre 18,8 % au 31 décembre 2024), Crédit Mutuel Alliance Fédérale affiche une solidité financière et une solvabilité parmi les plus robustes d'Europe.

2. Crédit Mutuel Alliance Fédérale fait le choix de la France, de l'Europe et de la planète

Au cours du premier semestre 2025, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a renforcé ses investissements en France et en Europe au service des territoires, de la souveraineté européenne et de l'environnement.

Le choix de l'innovation en France et dans ses régions

Crédit Mutuel Alliance Fédérale est une banque industrielle, pionnière dans l'intégration des innovations technologiques. Pour conserver son avance, **le groupe mutualiste a inauguré deux nouveaux datacenters de dernière génération à proximité de Dijon (Bourgogne)**. De même, le groupe déploie les premiers cas d'usage de l'Intelligence artificielle générative avec la Cognitive Factory d'Euro-Information en s'appuyant sur la plateforme watsonx d'IBM. Elle renforce l'expérience client, la gestion des risques et la conformité, l'assistance aux chargés de clientèle et la reconnaissance de documents.

Parallèlement, le groupe a ouvert la première Station Mobilités à Mulhouse dédiée aux assurés automobile. Ouverte 7j/7 et 24h/24, en cas de sinistre, elle permet aux clients des Assurances du Crédit Mutuel et de CIC Assurances de déposer leur voiture et de repartir avec un véhicule de remplacement durant les réparations. Cette solution contribue à la maîtrise de la qualité et des coûts des réparations pour garantir aux assurés des contrats de qualité.

Ce premier semestre 2025 a aussi été celui du déploiement de Cash Services. Opéré par 2SF, il permet de mutualiser les distributeurs automatiques de billets avec deux autres groupes bancaires pour garantir aux sociétaires et clients un accès très large aux services du quotidien – retraits et dépôts de billets et espèces, dépôts de chèques, édition de RIB, consultation de soldes, etc. – y compris en zone rurale. La phase de transition des automates vers Cash Services se poursuit avec l'ambition de finaliser les opérations au cours du second semestre 2026.

2 nouveaux datacenters

UN INVESTISSEMENT DE 230 MILLIONS D'EUROS

Crédit Mutuel Alliance Fédérale a investi 230 millions d'euros pour construire deux nouveaux datacenters à proximité de Dijon (Bourgogne). Ils figurent parmi les sept infrastructures françaises à avoir obtenu la certification Tier IV par l'Uptime Institute, comme le site lillois de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Il s'agit d'un investissement stratégique au service de la souveraineté technologique, de l'efficacité opérationnelle et de la sécurité des données.

Le choix de l'Europe

Avec son plan stratégique, le groupe entend déployer en Europe le modèle de bancassurance qui a fait son succès en France.

Dix-sept ans après l'acquisition de TARGOBANK, il a signé un accord en vue de l'acquisition de 100 % de la banque allemande OLB. L'ensemble consolidé constituera la 10^{ème} banque outre-Rhin. Avec cette opération, TARGOBANK pourra accélérer la diversification de ses activités, notamment dans le crédit immobilier et les assurances.

À cet égard, en juin 2025, ACM Deutschland a obtenu les agréments de la BaFin, l'autorité de supervision allemande, pour distribuer ses propres produits d'assurance, notamment via TARGOBANK. La commercialisation devrait atteindre son plein régime à partir du 1^{er} janvier 2026.

Parallèlement, Crédit Mutuel Alliance Fédérale, est membre fondateur de Wero (EPI), la solution de virement instantané adoptée en France, en Allemagne et au Benelux. Pour développer des moyens de paiement souverains à l'échelle du continent, une étape clé a été franchie avec l'annonce d'une coopération avec EuroPA qui opère notamment en Europe du Sud. Alors que le projet d'euro-numérique de la Banque centrale européenne pose question, cette initiative est une réponse pragmatique à cet enjeu important.

Le choix de la planète

Crédit Mutuel Alliance Fédérale a réaffirmé ses engagements en matière d'environnement **avec la publication de sa politique ESG par l'Institut Mutualiste pour l'Environnement et la Solidarité.** Un document de référence qui rappelle la volonté de réduire les émissions de gaz à effet de serre de ses financements de 20 % d'ici 2027 et de 30 % d'ici 2030.

Il détaille comment mener la transition, l'adaptation et la préservation en agissant pour le bien commun. À cet égard, le groupe a l'objectif d'accompagner chaque année 35 000 ménages pour la rénovation de leur logement, pour lequel le groupe déploie des solutions adaptées comme l'avance de MaPrimeRénov, un prêt in fine à 0 %. Il promeut également une agriculture plus durable avec le Prêt Transition Agricole ainsi que le Prêt Installation Agri.

En outre, le groupe entend fortement augmenter ses financements dans la production d'électricité renouvelable et réduire ses financements aux énergies fossiles déjà très faibles. L'objectif étant d'atteindre un ratio de dix euros de financement des énergies renouvelables pour chaque euro aux énergies fossiles dès 2027.

3. L'entreprise à mission et le Dividende sociétal au service du modèle du groupe mutualiste

Crédit Mutuel Alliance Fédérale, première banque engagée dans la démarche de l'entreprise à mission, a pleinement assumé ce statut au cours de ce premier semestre. En plus d'avoir adopté de nouveaux engagements, le groupe a continué de mobiliser son Dividende sociétal pour soutenir de nombreuses entreprises innovantes, le monde associatif, des initiatives locales, ainsi que ses clients et sociétaires.

De nouveaux engagements pour l'entreprise à mission

Entreprise à mission depuis 2021, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a atteint l'ensemble de ses engagements depuis cette date. Parce que cette démarche est une exigence sans cesse renouvelée, le groupe a adopté de nouveaux engagements pour la période 2025-2027. Au titre de ses cinq missions, il a adopté 20 engagements forts.

Parmi eux figure le Dividende sociétal. Il affecte chaque année 15 % du résultat net annuel consolidé du groupe pour financer des actions solidaires et environnementales. Sans pareil pour une entreprise de la taille du groupe - 15^{ème} entreprise française de par son résultat net en 2024 -, il prend ainsi une dimension encore plus forte et pérenne.

Le Fonds Révolution Environnementale et Solidaire pour protéger la nature

Le Fonds Révolution Environnementale et Solidaire investit dans des projets générateurs d'impacts positifs, concrets et mesurables pour l'environnement au bénéfice des territoires.

Depuis sa création en juillet 2023, le fonds Révolution Environnementale et Solidaire a été abondé par le Dividende sociétal de Crédit Mutuel Alliance Fédérale à hauteur de 1,1 milliard d'euros.

Au premier semestre 2025, le fonds a poursuivi ses investissements dans des sociétés innovantes telles que Eco Tech Ceram (fourniture de chaleur à haute valeur ajoutée) et Mobyfly (transport maritime décarboné de passagers sur foils) ainsi que dans la forêt d'Arpevilles. Par ailleurs, il a accompagné le développement de participations en portefeuille en vue d'accroître leur impact. À date, le portefeuille du fonds est composé de 21 participations.

Des offres solidaires pour favoriser l'inclusion de tous les clients et prospects

Crédit Mutuel Alliance Fédérale a mobilisé son Dividende sociétal pour construire des offres solidaires pour ses sociétaires et clients.

En assurance emprunteur de crédit immobilier, le groupe a étendu la garantie « Aide à la famille ». Elle permet de soutenir les parents d'enfants malades ou en situation de handicap contraints d'adapter leur activité professionnelle pour s'en occuper.

Le groupe a également lancé des offres dans le domaine de la santé, comme l'Aide Mutualiste en Santé ainsi que des prêts bonifiés pour encourager les professionnels de santé à s'installer dans des déserts médicaux. Ce dernier est un prêt sans intérêt, disponible dans les caisses de Crédit Mutuel et les agences du CIC.

Un soutien déterminé et fidèle au monde associatif

Première entreprise mécène de France, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a fixé à 106 millions d'euros son budget 2025 pour les actions de mécénat et d'accompagnement du monde associatif, dont 56 millions d'euros à travers sa Fondation.

Au premier semestre, la Fondation a lancé le Programme National pour l'enfance défavorisée doté de 17 millions d'euros. Ce programme rassemble une coalition d'ONG – telles que le Secours populaire français, Les Restos du Cœur, le Secours Catholique-Caritas France, IM'PACTES, la Cimade, Médecins du Monde et Action Education.

En parallèle, la Fondation est devenue mécène du premier centre de santé dédié aux enfants victimes de maltraitances conçu par l'association IM'PACTES. Financé à hauteur de 2 millions d'euros grâce au Dividende sociétal, la construction de ce premier centre d'appui à l'enfance permettra d'accompagner 2 000 enfants par an en Île-de-France.

Sur le volet environnemental, la Fondation a lancé en avril 2025 son nouvel appel à projets dédié à la préservation de la biodiversité avec une enveloppe totale de deux millions d'euros.

Principaux indicateurs d'impact des offres à tarification inclusive & solidaire

PRÊT ÉTUDIANT SOLIDAIRE

> 95 % estiment que le prêt Étudiant Solidaire à taux zéro leur permet de faire des études dans de meilleures conditions*.

QUESTIONNAIRE DE SANTÉ

> Plus de 200 000 bénéficiaires de la suppression du questionnaire de santé pour l'assurance emprunteur depuis 2021.

LIVRET D'ÉPARGNE POUR LES AUTRES

> 76 % des clients donnent plus à des associations grâce au LEA*.

PACKAGE BANCAIRE ASSOCIATIONS

> 60 % des associations ont pu financer autre chose grâce à cette économie.

OFFRE VÉLO À TAUX 0%

> 63 % des clients ont réduit l'utilisation d'un transport carboné grâce au vélo*.

*Source : étude réalisée avec l'IFOP.

1. Résultats consolidés

1.1. Résultats financiers

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024	Évolution
Produit net bancaire	8 768	8 257	+6,2 %
Frais de fonctionnement	-5 026	-4 712	+6,7 %
Résultat brut d'exploitation	3 742	3 545	+5,6 %
Coût du risque	-902	-957	-5,8 %
<i>coût du risque avéré</i>	-823	-911	-9,7 %
<i>coût du risque non avéré</i>	-80	-47	+70,0 %
Résultat d'exploitation	2 840	2 587	+9,8 %
Gains et pertes nets sur autres actifs et MEE ⁽¹⁾	23	54	-57,0 %
Résultat avant impôt	2 863	2 641	+8,4 %
Impôt sur les bénéfices	-1 037	-609	+70,1 %
Résultat net	1 826	2 032	-10,1 %
Intérêts minoritaires	90	93	-3,1 %
Résultat net part du groupe	1 736	1 939	-10,5 %

⁽¹⁾ MEE = Mises en équivalence = quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence.

Produit net bancaire

Au 1^{er} semestre 2025, le produit net bancaire s'élève à 8 768 millions d'euros, en hausse de +6,2 % par rapport au 1^{er} semestre 2024, s'appuyant sur une bonne dynamique des réseaux bancaires et de l'assurance.

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024	Évolution
Banque de détail	6 466	6 094	+6,1 %
<i>dont réseaux bancaires</i>	4 345	4 096	+6,1 %
<i>dont crédit à la consommation</i>	1 764	1 633	+8,0 %
Assurance ⁽¹⁾	812	701	+15,9 %
Métiers spécialisés	1 532	1 491	+2,8 %
Gestion d'actifs et banque privée	667	635	+5,1 %
Banque de financement	323	335	-3,7 %
Activités de marché	331	299	+11,0 %
Capital-investissement	211	223	-5,2 %
Autres métiers ⁽²⁾	-42	-29	n.s
PNB CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE	8 768	8 257	+6,2 %

⁽¹⁾ et ⁽²⁾ Reclassement des frais généraux rattachables aux contrats d'assurance en charges afférentes aux contrats d'assurance classées en PNB.

Les revenus de la **banque de détail** sont en progression de +6,1 % tirés par les réseaux bancaires (+6,1 %) en France, en Allemagne et en Belgique grâce à l'amélioration de la marge d'intérêt et à la progression des commissions mais aussi par le crédit à la consommation (dont Cofidis Group +12,4 %).

La contribution de l'activité **assurance** au produit net bancaire, à 812 millions d'euros, est en progression de +15,9 %, la hausse étant portée par l'ensemble des branches d'activité (assurance de biens, assurance-vie).

La **gestion d'actifs et banque privée** enregistre un produit net bancaire en hausse globale de +5,1 %, les deux activités contribuant favorablement : gestion d'actifs, +6,5 % grâce à une collecte commerciale positive et banque privée, +3,9 % grâce à la bonne progression des commissions.

La **banque de financement** affiche un produit net bancaire en recul de -3,7 % comparé à un premier semestre 2024 favorable notamment sur la marge d'intérêt.

Le produit net bancaire des **activités de marché** présente une bonne évolution de +11,0 % du fait notamment de la forte progression des revenus du métier commercial.

Le total des produits générés par l'activité **capital-investissement** demeure élevé à 211 millions d'euros même s'il recule faiblement par rapport au premier semestre 2024.

Frais de fonctionnement et résultat brut d'exploitation

Les frais de fonctionnement sont en hausse de +6,7 % pour s'établir à -5 026 millions d'euros au premier semestre 2025.

Pour accompagner la croissance, les frais de personnel (61 % des frais de fonctionnement) progressent de +9,6 % tandis que les autres charges d'exploitation sont maîtrisées à +2,1 %.

L'effet de ciseaux est légèrement négatif de 0,3 point de pourcentage et le coefficient d'exploitation reste bas à 57,3 %.

Le résultat brut d'exploitation est en hausse de +5,6 % à 3 742 millions d'euros.

Coût du risque et résultat d'exploitation

Au premier semestre 2025, le coût du risque s'établit à -902 millions d'euros soit 32 points de base des encours bruts de crédit à la clientèle, il se stabilise par rapport à fin 2024 (38 points de base).

Il se décompose en une dotation de -823 millions d'euros de coût du risque avéré (statut 3) et une dotation de -80 millions d'euros relative au coût du risque non avéré (provisionnement pour risques futurs) sur des créances saines (statuts 1 et 2).

Le coût du risque avéré est en recul de -9,7 % au 30 juin 2025. Il est en baisse pour les réseaux Crédit Mutuel et CIC en France, qui représentent 31,0 % du coût du risque avéré (vs 39,1 % en juin 2024). Le crédit à la consommation représente toujours une part importante du coût du risque avéré (63 %). Les métiers spécialisés (2 % du coût du risque avéré) ont un faible niveau de coût du risque avéré à -17 millions d'euros.

Dans la continuité de l'exercice 2024, le provisionnement pour risques futurs s'inscrit en dotation nette dans un contexte comportant certaines incertitudes (notamment économiques et relatives au commerce international) à court et moyen terme.

Le taux de créances douteuses s'établit à 3,3 % au 30 juin 2025 et la couverture des encours douteux est de 46,5 % contre 46,0 % au 31 décembre 2024.

Encours (en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024	31/12/2024
Crédits bruts	539 909	533 128	538 253
Créances douteuses brutes	17 663	16 307	17 112
Provisions pour dépréciation des créances	11 544	10 614	11 149
dont provisions pour dépréciations sur encours douteux (Statut 3)	8 208	7 478	7 873
dont provisions pour dépréciations sur encours sains (Statuts 1 & 2)	3 336	3 137	3 276
Part des douteux dans les crédits bruts	3,3 %	3,1 %	3,2 %

Compte tenu de l'amélioration du coût du risque, le résultat d'exploitation est en hausse de +9,8 % sur un an à 2 840 millions d'euros.

Résultat avant impôt

Grâce à la progression des revenus et à la maîtrise des risques, le résultat avant impôt est en hausse de +8,4 % sur un an, à 2 863 millions d'euros.

Résultat net

L'impôt sur les sociétés (-1 037 millions d'euros au premier semestre 2025 contre -609 millions au premier semestre 2024) est impacté par la contribution exceptionnelle introduite par la loi de finances française 2025 sur les bénéfices des grandes entreprises réalisant un bénéfice supérieur à 1 milliard d'euros en France. Crédit Mutuel Alliance Fédérale reste une banque et un employeur fortement ancré sur le territoire français. Le groupe est ainsi redevable de 314 millions d'euros de surtaxe (dont un peu plus de 60 % dû au titre de 2024) au 30 juin 2025.

Le résultat net affiche un recul de -10,1 % à 1 826 milliards d'euros. En neutralisant la surtaxe il serait en progression de +5,3 %.

1.2. Structure financière

Solvabilité et gestion du capital¹

Au 30 juin 2025, les capitaux propres de Crédit Mutuel Alliance Fédérale s'élèvent à 67,7 milliards d'euros contre 66,0 milliards au 31 décembre 2024, en hausse de près de 2 milliards grâce au report des résultats.

Crédit Mutuel Alliance Fédérale affiche une solvabilité solide, avec un ratio Common Equity Tier 1 (CET1) estimé de 19,5 % au 30 juin 2025 contre 18,8 % au 31 décembre 2024. Le ratio Tier 1 estimé s'établit également à 19,5 % au 30 juin 2025 et le ratio global de solvabilité estimé atteint 21,8 % contre 21,0 % au 31 décembre 2024.

Les fonds propres prudentiels CET1 atteignent 60,8 milliards d'euros en hausse de +3,0 % avec l'inclusion du résultat au 30 juin 2025. Les fonds propres Tier2 sont notamment renforcés par l'émission par la BFCM d'un titre subordonné éligible de 1,25 milliard d'euros réalisée au premier trimestre 2025.

¹ Les ratios cités sont estimés au 30 juin 2025 selon les règles CRR3/CRD6 applicables au 1^{er} janvier 2025, y compris le phase-in Bâle IV.

Les encours pondérés par les risques (RWA) s'élèvent à 312,3 milliards d'euros au 30 juin 2025 (contre 314,4 milliards au 31 décembre 2024 soit -0,7 %). La variation s'explique principalement par les effets du passage à Bâle 4 et notamment une hausse du risque opérationnel et une baisse des risques pondérés de crédit (dont notamment l'effet relatif au changement de pondération des actions assurance et malgré l'augmentation liée à l'activité). Les encours pondérés au titre du risque de crédit représentent 85 % du total, à 265,9 milliards d'euros.

Le rendement des actifs pondérés par les risques (RoRWA - Return on Risk-weighted Assets) atteint un niveau de 1,2 % au 30 juin 2025.

Liquidité et refinancement

La gestion de la trésorerie de Crédit Mutuel Alliance Fédérale repose sur des règles prudentes avec un dispositif efficace d'accès aux ressources de marché. Crédit Mutuel Alliance Fédérale dispose de nombreux programmes d'émission permettant l'accès aux investisseurs des principales zones au niveau international sous forme d'émissions publiques et privées. Le dispositif est complété par une réserve de liquidité confortable qui respecte les ratios réglementaires et permet de résister à des scénarios de stress sévères.

Au total, l'encours des ressources externes levées sur les marchés ressort à 154,8 milliards d'euros à fin juin 2025, soit une baisse de -3,6 % par rapport à fin décembre 2024.

Les ressources courtes de marché monétaire (moins d'un an) représentent un encours de 47,8 milliards d'euros à fin juin 2025 en légère baisse programmée de -8,8 % par rapport à décembre 2024, afin de stabiliser l'encours à un niveau qui couvre les besoins. Elles représentent 30,8 % de l'ensemble des ressources de marché levées, soit une baisse de -4,8 points par rapport à juin 2024.

Les ressources à moyen et long terme (MLT) ressortent à 107 milliards d'euros à fin juin 2025, soit une augmentation de +2,9 % par rapport à juin 2024. Au 30 juin 2025, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a levé 13,2 milliards d'euros de ressources à MLT (dont 1,9 milliard d'euros de *prefunding* en 2024 pour le programme de refinancement 2025) en utilisant majoritairement la signature BFCM, mais également celle de Crédit Mutuel Home Loan SFH, sa filiale émettrice d'obligations sécurisées sur l'habitat (Covered bonds) qui bénéficie d'une notation de type AAA. 80 % de ces ressources à MLT ont été levées en euros et le solde en devises étrangères (dollar US, livre sterling), illustrant la bonne diversification de la base d'investisseurs.

La répartition entre les émissions publiques et les placements privés s'établit respectivement à 85 % et 15 %. La maturité moyenne des ressources à moyen et long terme levées au 30 juin 2025 est stable à 6,5 ans contre 6,6 ans au 30 juin 2024 (6,1 sur l'année 2024).

Programme de refinancement du premier semestre 2025

Au 30 juin 2025, les émissions sous un format public ont représenté une contre-valeur de 11,2 milliards d'euros et se répartissent de la manière suivante :

- BFCM sous format EMTN senior :
 - 3,25 milliards (dont 1,25 de pré funding levés en 2024 pour le programme de refinancement) d'euros sous le format senior de 5 et 10 ans émises sur 2 tranches en avril (refinancement 2025);
 - 400 millions de livres sterling à 6 ans, émis en mai ;
 - 500 millions de dollars australien à 5,5 ans, émis en juin ;
 - 1,25 milliard de dollars US à 5 ans, émis en janvier sous un format US144A.
- BFCM sous format EMTN Non Preferred Senior : 1 milliard d'euros à 10 ans, émis en février dans le cadre de la gestion du MREL ;
- BFCM sous format EMTN Tier2 : 1,25 milliard d'euros à 5 ans, émis en janvier ;
- Crédit Mutuel Home Loan SFH : 3,75 milliards d'euros en deux émissions (une émission à 7 ans et une émission en deux tranches de 5 et 10 ans) réalisées respectivement en janvier et mai.

LCR et buffer de liquidité

Sur le périmètre consolidé, la situation de liquidité de Crédit Mutuel Alliance Fédérale est la suivante :

- un ratio LCR moyen sur le début de l'année 2025 de 164,8 % contre 178 % sur la même période 2024 (janvier à juin) ;
- des actifs moyens de liquidité HQLA (*High Quality Liquid Asset*) de 105,7 milliards d'euros dont 69,3 % déposés auprès des banques centrales (principalement la BCE).

Le total des réserves de liquidité sur le périmètre consolidé au 30 juin 2025 se répartit de la façon suivante :

Crédit Mutuel Alliance Fédérale (en milliards d'euros)	30/06/2025
Cash déposé en banques centrales dont encaisses	71,0
Titres LCR (après haircut LCR)	33,6
dont titres HQLA Level 1	27,0
Autres actifs éligibles banques centrales (après haircut BCE)	44,5
TOTAL DES RÉSERVES DE LIQUIDITÉ	149,0

La réserve de liquidité couvre très largement les tombées de ressources de marché à 12 mois.

Exigence MREL - Minimum Requirement Eligible Liabilities

Le groupe Crédit Mutuel a reçu sa notification MREL applicable sur une base consolidée au niveau du groupe de résolution¹.

Au 30 juin 2025, l'exigence de MREL externe du groupe Crédit Mutuel est fixée à 21,30 % (25,21 % en incluant le CBR² à 3,91 % au 31 décembre 2024) des actifs pondérés par les risques du groupe (les TREA³) et à 6,74 % de l'exposition au ratio de levier (LRE).

L'exigence de MREL subordonnée est fixée à 14,33 % (18,24 % en incluant le CBR) des actifs pondérés et à 6,74 % de l'exposition du LRE.

Les fonds propres cumulés aux passifs éligibles du groupe Crédit Mutuel se situent bien au-dessus des exigences de MREL en décembre 2024 :

Ratio MREL + couverture CBR : 39,11 % des actifs pondérés (TREA) ;

Ratio MREL : 15,12 % de LRE

Ratio MREL subordonné + couverture CBR : 26,74 % des actifs pondérés (TREA)

Ratio MREL subordonné : 10,34 % de LRE.

1.3. Notations

La solidité financière et la pertinence du modèle d'affaires sont reconnues par les trois agences de notation qui notent Crédit Mutuel Alliance Fédérale et le groupe Crédit Mutuel :

	Contrepartie LT/ CT**	Émetteur/Dette senior préférée LT	Perspective	Dette senior préférée CT	Notation intrinsèque ***	Date de la dernière publication
Standard & Poor's ⁽¹⁾	AA-/A-1+	A+	Stable	A-1	a	07/11/2024
Moody's ⁽²⁾	Aa3/P-1	A1	Stable	P-1	a3	19/12/2024
Fitch Ratings * ⁽³⁾	AA-	AA-	Stable	F1+	a+	17/06/2025

* La note Issuer Default Rating est stable à A+.

** Les notes de contrepartie correspondent aux notations des agences suivantes : Resolution Counterparty Rating chez Standard & Poor's, Counterparty Risk Rating chez Moody's et Derivative Counterparty Rating chez Fitch Ratings.

*** La notation intrinsèque correspond à la note Stand Alone Credit Profile (SACP) chez Standard & Poor's, à la note Adjusted Baseline Credit Assessment (Adj. BCA) chez Moody's et à la note Viability Rating chez Fitch.

⁽¹⁾ Standard & Poor's : note groupe Crédit Mutuel.

⁽²⁾ Moody's : notes Crédit Mutuel Alliance Fédérale/BFCM et CIC.

Dans le détail des notations Moody's, certains instruments du groupe ont été dégradés le 17 décembre 2024, à savoir : le Counterparty Risk Rating (à Aa3), le Counterparty Risk Assessment (à Aa3(cr)), les dépôts junior (à A1) et la dette senior préférée (à A1).

⁽³⁾ Fitch Ratings : note Crédit Mutuel Alliance Fédérale (en tant qu'entité prépondérante du Groupe Crédit Mutuel).

Malgré un début d'année 2025 encore marqué par une action sur le rating souverain de la France (perspective abaissée à « négative » le 28 février 2025 pour S&P), ces agences ont confirmé, en 2024 (le 07 novembre 2024 pour S&P et le 19 décembre 2024 pour Moody's), en 2025 (le 17 juin 2025 pour Fitch Ratings) les notations externes et les perspectives stables attribuées à Crédit Mutuel Alliance Fédérale et au groupe Crédit Mutuel. Ceci reflète l'efficacité opérationnelle, la récurrence des résultats basée sur un modèle d'affaires diversifié, ainsi que la solidité des fondamentaux financiers.

Pour rappel, Moody's avait dégradé le rating souverain de la France le 14 décembre 2024 avec des conséquences mécaniques sur les banques françaises les mieux notées (perte du support gouvernemental dont elles bénéficiaient selon la méthodologie de l'agence).

L'annonce d'acquisition d'OLB (Oldenburgische Landesbank AG) le 20 mars 2025, a été favorablement accueillie par les trois agences de notation. La réalisation de cette acquisition est soumise à l'approbation des autorités réglementaires et en particulier de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Commission européenne. Cette opération renforcerait encore la diversification de Crédit Mutuel Alliance Fédérale avec un impact en CET1, qui ne serait pas de nature à altérer l'appréciation par les agences des scores de capital de Crédit Mutuel Alliance Fédérale ou du groupe Crédit Mutuel.

¹ Applicable sur une base consolidée au niveau du groupe de résolution, qui est composé de l'organe central (Confédération Nationale du Crédit Mutuel), de ses entités affiliées dont la Banque Fédérative du Crédit Mutuel, et de toutes leurs filiales.

² CBR : Combined Buffer Requirement.

³ TREA : Total Risk Exposure Amount.

1.4. Chiffres clés

Crédit Mutuel Alliance Fédérale¹

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Structure financière et activité		
Total du bilan	931 858	932 209
Capitaux propres (yc résultat de l'exercice et avant distribution)	67 670	66 048
Crédits nets à la clientèle	528 365	527 104
Épargne totale	965 208	963 185
- dont dépôts de la clientèle	478 480	482 741
- dont épargne assurance	114 936	111 263
- dont épargne financière bancaire (gérée et conservée)	371 792	369 181

	30/06/2025	31/12/2024
Chiffres clés		
Effectifs inscrits fin de période (des entités sous contrôle du groupe)	78 894	78 312
Nombre de points de vente	4 144	4 207
Nombre de clients (en millions)	31,3	31,0
Nombre de sociétaires (en millions)	6,3	6,5

Ratios clés		
Coefficient d'exploitation (au 30/06/2025 vs 30/06/2024)	57,3 %	57,1 %
Coût du risque clientèle rapporté aux encours de crédits (pb)	32	38
Résultat net / actifs pondérés par les risques moyens (RoRWAA)	1,2 %	1,3 %
Rentabilité des actifs moyens (ROAA)	0,39 %	0,45 %
Crédits / dépôts	110,4 %	109,2 %
Ratio global de solvabilité (estimé pour 06/2025)	21,8 %	21,0 %
Ratio CET1 (estimé pour 06/2025)	19,5 %	18,8 %

¹ Chiffres consolidés des caisses Crédit Mutuel Centre Est Europe, Sud-Est, Île-de-France, Savoie-Mont Blanc, Midi-Atlantique, Loire-Atlantique et Centre Ouest, Centre, Normandie, Dauphiné-Vivarois, Méditerranéen, Anjou, Antilles-Guyane, Massif Central et Nord Europe, de leur caisse fédérale commune, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM) et l'ensemble de ses filiales, notamment le CIC, Euro-Information, les Assurances du Crédit Mutuel (ACM), TARGOBANK, Cofidis Group, la Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM).

1.5. Organisation des métiers

Crédit Mutuel Alliance Fédérale propose une large gamme de services à ses clients particuliers, professionnels de proximité et entreprises de toutes tailles. La bancassurance, cœur de métier du groupe, rassemble les activités de banque de détail et d'assurance. Crédit Mutuel Alliance Fédérale exerce également son expertise dans d'autres secteurs comme la gestion d'actifs et banque privée, la banque de financement, les activités de marché ou encore le capital-investissement. Enfin, d'autres filiales spécialisées (technologique, presse) viennent au service de la clientèle.



* Hors métier « Holding ».

2. Activités et résultats des métiers¹

2.1 Banque de détail

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024	Évolution
Produit net bancaire	6 466	6 094	+6,1 %
Frais de fonctionnement	-4 200	-3 993	+5,2 %
Résultat brut d'exploitation	2 266	2 101	+7,9 %
Coût du risque	-921	-900	+2,4 %
Coût du risque avéré	-805	-858	-6,1 %
Coût du risque non avéré	-116	-42	n.s
Résultat d'exploitation	1 345	1 201	+12,0 %
Gains et pertes nets sur autres actifs et MEE ⁽¹⁾	3	5	-36,6 %
Résultat avant impôt	1 348	1 206	+11,8 %
Impôt sur les bénéfices	-453	-349	+29,6 %
RÉSULTAT NET	895	857	4,5 %

⁽¹⁾ MEE = Mises en équivalence = quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence.

La banque de détail regroupe trois secteurs d'activité :

- le réseau bancaire de proximité, constitué des caisses locales de Crédit Mutuel, des 14 fédérations, du réseau CIC, de la Banque Européenne du Crédit Mutuel, de Beobank et de TARGOBANK CIB ;
- le crédit à la consommation composé de Cofidis Group et de TARGOBANK en Allemagne ;
- les filiales métiers regroupant les activités spécialisées dont la commercialisation des produits est assurée par les réseaux : crédit-bail mobilier et location avec option d'achat, crédit-bail immobilier, affacturation, vente et gestion immobilière.

2.1.1 Réseaux bancaires de proximité

Au 1^{er} semestre 2025, le réseau bancaire de proximité réalise un produit net bancaire de 4 345 millions d'euros (+6,1 %) et contribue à hauteur de 607 millions d'euros au résultat net de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

2.1.1.1. Réseau de bancassurance des caisses de Crédit Mutuel, Beobank et BECM

■ Réseau de bancassurance des caisses de Crédit Mutuel

À fin juin 2025, le nombre de clients du réseau de bancassurance des caisses de Crédit Mutuel atteint près de 9 millions, en hausse de +0,4 % (+37 000). Les particuliers, représentant 86 % du nombre total de clients, évoluent de +0,3 %. Sur le marché des professionnels et des entreprises, la progression est plus importante en proportion avec respectivement +0,7 % (+5 400 clients) et +1,9 % (+1 200 clients).

Les encours de dépôts confiés par les clients des caisses s'élèvent à 192,6 milliards d'euros à fin juin 2025, en progression de 2,4 % sur un an.

À fin juin 2025, le niveau d'épargne réglementée² s'élève à 88 milliards d'euros

La collecte à fin juin 2025 reste positive sur les livrets Bleu dont les encours progressent de +1 % sur 6 mois atteignant 41,9 milliards d'euros ; la baisse des taux réglementés au 1^{er} trimestre 2025 ayant ralenti la croissance. Sur un an les encours évoluent de +5,3 % bénéficiant de la rémunération attractive de 2024.

Par ailleurs, la dynamique constatée sur les comptes à terme en 2024, se poursuit en 2025 avec une hausse des encours de 11,8 % à 30,7 milliards d'euros.

Les encours de crédits se maintiennent à 184,5 milliards d'euros à fin juin 2025. La baisse des taux des crédits et en particulier ceux des crédits immobiliers se ralentit au cours du premier semestre 2025, ainsi les déblocages de crédits augmentent de 12,5 % à 13,3 milliards d'euros sur 6 mois. Les encours de crédits habitat et ceux des crédits d'équipement se stabilisent respectivement à 143,8 milliards d'euros et 27,5 milliards d'euros. Les encours de crédits à la consommation progressent de 2,1 % à 9,1 milliards d'euros.

A fin juin 2025, le réseau de bancassurance des caisses de Crédit Mutuel réalise un produit net bancaire de 2 039 millions d'euros (+5,5 %) s'appuyant sur une progression de la marge d'intérêt (en hausse de +12,0 %) en lien avec l'augmentation du taux moyen des crédits et du niveau de commissionnement (+1,9 %, grâce notamment aux commissions de compte).

¹ Les données de résultat citées dans cette partie correspondent aux résultats sociaux des entités et non leurs résultats contributifs à la consolidation Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

² Livret Bleu, livret A, LDD, LEP, CEL, livret jeune, PEL, PEP.

Les frais de fonctionnement sont en hausse de (+5,8 %) à -1 568 millions d'euros.

Le coût du risque global est en léger retrait à -120 millions d'euros, intégrant une baisse du coût du risque avéré (-89 millions d'euros) couplée à une évolution défavorable du coût du risque non avéré (-31 millions d'euros).

L'activité du périmètre des caisses de Crédit Mutuel affiche un résultat net de 253 millions contre 217 millions d'euros à fin juin 2024.

• Beobank

Beobank propose des produits de bancassurance en Belgique. Au cours du premier semestre 2025, Beobank a maintenu sa stratégie de croissance sur toutes ses lignes de produits et son portefeuille client enregistre une croissance nette de 17 000 clients.

Les encours bruts de crédits s'établissent à 9,8 milliards d'euros au 30 juin 2025 soit +4,3 % par rapport à fin 2024, tirés notamment par les crédits hypothécaires (+5,2 %). Parallèlement, l'encours des dépôts s'élève à 8,9 milliards d'euros (+5,0 %) au 30 juin 2025. Le portefeuille d'assurances de biens a progressé de 5,3 %.

Le produit net bancaire est en baisse par rapport au 30 juin 2024. La marge d'intérêt est stable et les commissions nettes diminuent du fait, notamment des modifications de tarification liées à des évolutions réglementaires.

Les charges d'exploitation sont en baisse, malgré une croissance des taxes bancaires de +22,6 %.

Le coût du risque se maintient à un niveau très faible (-6,0 millions d'euros).

Le résultat de Beobank s'élève à 18,9 millions d'euros, -2,4 % par rapport au 30 juin 2024.

• Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM)

Au 30 juin 2025, la BECM accompagne plus de 20 000 clients, gage d'une relation commerciale pérenne et bien ancrée dans le temps.

L'encours total de crédits s'établit à 18,5 milliards d'euros, en progression de +0,6 % sur un an. Le marché des entreprises affiche une diminution d'encours de -0,6 % à 9,4 milliards d'euros. Le marché des professionnels de l'immobilier progresse de +1,8 % à 9,0 milliards d'euros. L'évolution par type de crédit se détaille de la sorte : les crédits d'investissement progressent de +2,6 %, atteignant 14,1 milliards d'euros, signe d'un renforcement de la dynamique d'investissement de long terme. Par ailleurs, les comptes courants débiteurs reculent de -5,1 % à 2,2 milliards d'euros, les crédits de fonctionnement diminuent de -5,6 % à 2,3 milliards d'euros à fin juin 2025.

La production de crédits connaît une nette accélération de +18,7 % à 2,3 milliards d'euros. Cette production se détaille en 1,3 milliard d'euros pour le marché des entreprises et 1,0 milliard d'euros pour celui des professionnels de l'immobilier. Cette hausse est portée notamment par un quasi-doublement de la production de crédits de fonctionnement, qui s'affiche à +61,9 % pour atteindre 918,4 millions d'euros. La production de crédits d'investissement s'élève à 1 402,1 millions d'euros, en progression de +1,0 %.

Côté ressources, l'épargne comptable (comptes courants créditeurs et épargne bancaire) totale diminue de -7,8 % par rapport à juin 2024, s'établissant à 12,5 milliards d'euros. Ce recul s'explique principalement par la baisse des comptes courants créditeurs (-14,7 % à 4,3 milliards d'euros) et, dans une moindre mesure, par celle de l'épargne bancaire (-3,7 % à 8,2 milliards d'euros).

Le produit net bancaire progresse de +13,3 %, atteignant 141,3 millions d'euros à fin de semestre. Cette hausse repose avant tout sur une augmentation de la marge d'intérêt, en hausse de +19,7 % à 65,0 millions d'euros, tandis que les commissions enregistrent un léger recul de -2,5 %, à 38,7 millions d'euros.

Les frais généraux sont en hausse de +5,6 % à -42,5 millions d'euros. Le résultat brut d'exploitation augmente de +16,9 %, atteignant 98,8 millions d'euros au premier semestre 2025.

Le coût du risque affiche une nette amélioration passant de -45,6 millions d'euros en juin 2024 à -9,5 millions d'euros en juin 2025. Cette baisse alimente directement la performance nette de la banque, avec un résultat avant impôts qui progresse de +129 %, à 89,2 millions d'euros, et un résultat net multiplié par plus de deux, à 62,6 millions d'euros contre 29,0 millions d'euros au premier semestre 2024.

2.1.1.2. Réseau de bancassurance du CIC

A fin juin 2025 le nombre de clients du réseau bancaire s'établit à plus de 5,7 millions en hausse de +0,8 % depuis le début de l'année représentant un gain net de plus de 180 000 clients. L'ensemble des marchés est en croissance portée par le marché des professionnels et des entreprises en augmentation nette de plus de 18 000 clients, tandis que le marché des particuliers s'améliore de +0,6 % à près de 4,5 millions de clients.

Les encours de dépôts se maintiennent sur un an à 174,5 milliards d'euros (+0,5 %), avec une stabilisation des comptes courants et de l'épargne bancaire.

Les comptes courants retrouvent une collecte positive (+533 millions d'euros au premier semestre) pour s'établir à près de 77,7 milliards d'euros (+0,7 % sur le premier semestre et +1,0 % sur un an).

Dans un contexte moins favorable, la collecte sur l'épargne bancaire ralentit, les encours de livret A affichant une hausse plus limitée de +1,7 % au premier semestre (+6,8 % sur un an). Les comptes à terme et l'épargne logement sont en recul respectivement de -2,7 % à 47,4 milliards d'euros et -7,0 % à 9,2 milliards d'euros sur les six premiers mois de l'année.

La collecte se réoriente au profit de l'assurance-vie et des comptes-titres dont les encours progressent sur le premier semestre respectivement de +4,6 % à 44,8 milliards d'euros et +10,2 % à 33,8 milliards d'euros.

Les encours de crédits sont en légère augmentation sur le premier semestre 2025 pour s'établir à 177,5 milliards d'euros.

La production de crédits est en reprise de +13,2 % à 16,9 milliards d'euros contre 14,8 milliards d'euros sur les six premiers mois de l'année 2024, portée par la production des crédits habitat (+13,7 %) et des crédits d'investissements (+17,8 %).

L'encours des crédits habitat progresse légèrement à 103,7 milliards d'euros. Les crédits de trésorerie sont en repli de -10,2 % à 9,1 milliards d'euros en lien avec le remboursement des PGE.

En revanche, les encours de crédits d'investissement poursuivent leur progression avec +1,9 % à 57,9 milliards d'euros tandis que les crédits consommation sont quasi stables (-0,2 %) à 6,7 milliards d'euros.

A fin juin 2025, la marge d'intérêt rebondit de +12,5 % tandis que les commissions, portées par la hausse des commissions de comptes et d'assurance, affichent une croissance de +3,4 % générant un PNB en hausse de +7,3 % à 1 975,7 millions d'euros.

Les frais de fonctionnement augmentent de 3,6 % à -1 291,3 millions d'euros portant le résultat brut d'exploitation à près de 684,4 millions d'euros.

Le coût du risque est évalué à -223 millions d'euros soit une hausse nette de -11 millions d'euros par rapport à juin 2024, avec une baisse pour la partie risque avéré et une hausse pour la partie risque non avéré dans un contexte d'incertitudes économiques et fiscales.

Le résultat avant impôts s'élève à 459 millions d'euros pour un résultat net de 298 millions d'euros, en hausse de +5,9 %.

2.1.2. Crédit à la consommation

2.1.2.1. Cofidis Group

Cofidis Group déploie son activité à travers trois marques commerciales : Cofidis, Créatis et Monabanq. Présent dans neuf pays européens (France, Belgique, Espagne, Italie, Portugal, République tchèque, Hongrie, Slovaquie et Pologne), il emploie près de 6 600 collaborateurs.

Cofidis Group renforce sa position en Europe avec l'acquisition de Magyar Cetelem Bank en septembre 2024, marquant ainsi la volonté d'accroître sa présence sur le marché hongrois et plus largement de se développer en Europe centrale.

Le recrutement de nouveaux clients progresse au même rythme (+7 %) dans les deux canaux principaux (direct et indirect via des partenaires). L'activité e-commerce progresse de +2 % par rapport à juin 2024.

Cofidis Group réalise une production de 5,7 milliards d'euros, en hausse de près de 600 millions d'euros (+12 %) par rapport au premier semestre 2024.

L'encours de crédits augmente de +9 % par rapport à juin 2024 et s'établit à 21,9 milliards d'euros.

Les dépôts en hausse de +8 % atteignent 1,3 milliard d'euros dont 1,2 milliard d'euros chez Monabanq.

La marge d'intérêt progresse de 75 millions d'euros par rapport à juin 2024, soit une hausse de 30 points de base.

Le développement des commissions (+12 millions d'euros) a contribué à la progression du produit net bancaire pour 86 millions d'euros à fin juin 2025 en comparaison à fin juin 2024.

Les frais généraux augmentent de 50 millions d'euros et s'expliquent notamment par des investissements pour accélérer le développement commercial. Le coefficient d'exploitation à 60 %, est néanmoins en baisse par rapport au premier semestre 2024.

Le coût du risque reste sur un niveau maîtrisé, s'établissant à 2,5 % en taux sur encours. Les dernières générations de production sont bien orientées.

Le résultat net s'établit à 16,9 millions d'euros au 30 juin 2025.

2.1.2.2. TARGOBANK

TARGOBANK bénéficie de près de 100 ans d'expérience sur le marché bancaire allemand. Implantée dans plus de 250 villes allemandes, elle répond aux besoins de 3,8 millions de clients incluant des particuliers, des professionnels et des grandes entreprises.

TARGOBANK a engagé la transformation de son modèle vers la banque universelle.

En préparation du changement de partenaire assurances en faveur d'ACM Deutschland prévu au 1^{er} janvier 2026, la banque a restructuré sa gamme de produits d'assurances. TARGOBANK a démarré début juillet 2025 la distribution des produits d'ACM Deutschland dans le cadre de la phase pilote du projet.

Par ailleurs, le rachat d'OLB constituerait une étape clé dans cette évolution vers la banque universelle puisqu'il devrait permettre d'en accélérer la concrétisation. En plus d'offrir des perspectives rapides de développement pour son activité en crédit immobilier aux particuliers, TARGOBANK pourrait notamment renforcer sa place sur les marchés des PME et des ETI (Mittelstand) et des financements spécialisés, avec un potentiel significatif de synergies à moyen-terme. La réalisation de l'opération est soumise à l'approbation des autorités réglementaires et en particulier de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Commission européenne. La finalisation de l'opération pourrait avoir lieu au premier trimestre 2026.

Le premier semestre 2025 affiche un résultat en progression par rapport au premier semestre 2024. À fin juin 2025, le produit net bancaire est en hausse de +4,5 % à 1,1 milliard d'euros grâce à un volume d'affaires plus élevé et des marges d'intérêt en progression. Ces effets positifs compensent le recul des commissions d'assurance lié à la nouvelle réglementation en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2025 qui impose le respect d'un délai de sept jours entre la souscription d'un crédit et celle d'une assurance-emprunteur.

À fin juin 2025, les frais généraux de TARGOBANK s'élèvent à -515 millions d'euros, en hausse de +6,0 % par rapport à fin juin 2024.

Le coût du risque s'établit à -252 millions d'euros au premier semestre 2025, en hausse de 4,9 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024. Cette hausse s'explique principalement par le développement du portefeuille de crédit à la consommation et par la dégradation de l'environnement économique.

La production de prêts personnels amortissables s'élève à 5,5 milliards d'euros à fin juin 2025, en croissance de +1,9 % par rapport à fin juin 2024. Les encours de crédit de la banque de détail ont augmenté de +6,6 % sur 12 mois pour atteindre 24,0 milliards d'euros. Dans le même temps, les dépôts collectés auprès des clients particuliers ont augmenté de +8,4 % pour atteindre 33,7 milliards d'euros au 30 juin 2025.

Sur les 12 derniers mois, les encours des activités leasing et factoring ont progressé de +3,5 % à 5,0 milliards d'euros, tandis que les dépôts clientèle de ces deux segments ont baissé de -5 % à 1,0 milliard d'euros.

Sur le segment Corporate & Institutional Banking, les encours de crédits sont stables à 3,9 milliards d'euros par rapport au 30 juin 2024 et les dépôts clientèle sont en recul de -15 % à 2,5 milliards d'euros.

2.1.3. Filiales métiers

Au sein de la banque de détail, les métiers d'appui - crédit-bail, affacturage, immobilier - dégagent, après versement des commissions aux réseaux apporteurs un produit net bancaire de 357 millions d'euros en légère baisse (-2,1 %) et un résultat net de 68 millions d'euros (contre 87 millions au premier semestre 2024).

Malgré une croissance du volume d'achat de créances de +4 %, les revenus de **l'affacturage** diminuent en raison de la baisse des index des taux de marchés.

L'activité de **crédit-bail mobilier** stabilise ses encours à 15,5 milliards d'euros, le produit net bancaire s'améliore tiré principalement par la progression des taux clients.

2.2 Assurance

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024	Évolution
Produit net assurance	812	701	+15,9 %
Frais de fonctionnement	-92	-87	+6,5 %
Résultat brut d'exploitation	720	614	+17,2 %
Gains et pertes nets sur autres actifs et MEE ⁽¹⁾	0	-1	n.s
Résultat avant impôt	720	613	+17,4 %
Impôt sur les bénéfices	-235	-130	+80,3 %
RÉSULTAT NET	485	483	+0,5 %

⁽¹⁾ MEE = Mises en équivalence = quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence.

Le Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM), filiale d'assurance de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, est au cœur du modèle de bancassurance. Il bénéficie des synergies inhérentes au modèle de bancassurance mutualiste : la force des réseaux de proximité et l'intégration technologique.

Porté par un nouveau record de collecte brute en assurance-vie, le chiffre d'affaires du GACM progresse de +16,4 % par rapport à fin juin 2024 pour s'établir à 8,8 milliards d'euros.

Dans un contexte de marché favorable en France, la collecte brute en assurance-vie du GACM atteint 5,5 milliards d'euros (+28,0 % par rapport à fin juin 2024), un niveau inédit pour un premier semestre. Cette dynamique positive concerne à la fois les unités de compte (UC) et les fonds en euros. La part des UC dans la collecte brute se stabilise ainsi à 28,5 % à fin juin 2025. La collecte nette poursuit sa forte progression et s'élève à 2,4 milliards d'euros, soit près du double du premier semestre 2024. Elle se répartit entre les fonds en euros à hauteur de 1,8 milliard d'euros et les supports en UC à hauteur de 0,6 milliard d'euros.

Le chiffre d'affaires des assurances de risques s'élève à 3,3 milliards d'euros, en hausse de +1,1 % par rapport à fin juin 2024. Hors acceptations, il augmente de +6,6 % par rapport à fin juin 2024, dont 1,9 milliard d'euros pour les assurances de personnes, en progression de +3,7 % et 1,5 milliard d'euros au titre des assurances de biens, en hausse de +10,6 %. La hausse soutenue en assurances de biens résulte :

- de la croissance des portefeuilles ;
- des ajustements tarifaires rendus nécessaires par l'inflation des coûts de réparation et par les effets du changement climatique, avec notamment, depuis le premier janvier 2025, la hausse de la prime additionnelle permettant de financer le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles¹ en France.

La contribution du GACM au produit net bancaire de Crédit Mutuel Alliance Fédérale s'élève à 812 millions d'euros, en progression de +15,9 % par rapport au 30 juin 2024. Cette hausse est portée par l'ensemble des branches d'activités. Les assurances de biens bénéficient en particulier d'une charge moindre des événements naturels par rapport au premier semestre 2024. Les résultats des assurances de personnes et de l'assurance-vie sont également en hausse.

Le résultat financier, en progression, bénéficie notamment de la hausse des dividendes perçus de la participation minoritaire dans la holding d'assurance non-vie du Mouvement Desjardins, partenaire historique de Crédit Mutuel Alliance Fédérale au Canada.

Toutefois, ces bons résultats sont pénalisés par la contribution exceptionnelle introduite par la loi de finances française 2025 sur les bénéfices des grandes entreprises réalisant plus d'1 milliard d'euros de bénéfices en France. À fin juin, cette surtaxe s'élève à près de 100 millions d'euros pour le GACM, qui a son propre périmètre d'intégration fiscale. Ainsi, le résultat net contributif du GACM au premier semestre 2025 s'établit à 485 millions d'euros, stable par rapport au résultat contributif au 30 juin 2024 (483 millions d'euros).

¹ Adoption, avec le soutien de la direction du Budget, d'une hausse de la surprime catastrophe naturelle qui est passée, depuis le 1^{er} janvier 2025, de 12 à 20 %. Elle s'applique aux contrats d'assurance dommages d'habitation et biens professionnels.

2.3. Métiers spécialisés

2.3.1. Gestion d'actifs et banque privée

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024	Évolution
Produit net bancaire	667	635	+5,1 %
Frais de fonctionnement	-498	-457	+9,0 %
Résultat brut d'exploitation	169	178	-5,1 %
Coût du risque	7	-21	n.s
Résultat d'exploitation	175	157	+12,0 %
Gains/pertes nets sur autres actifs et MEE ⁽¹⁾	0	0	n.s
Résultat avant impôt	175	157	+12,1 %
Impôt sur les bénéfices	-47	-44	+6,4 %
RÉSULTAT NET	129	112	+14,3 %

⁽¹⁾ MEE = Mises en équivalence = quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence.

Le métier gestion d'actifs et banque privée de Crédit Mutuel Alliance Fédérale s'articule autour :

- de la holding **Groupe La Française** qui regroupe **Crédit Mutuel Asset Management, La Française Systematic Asset Management, La Française REM, CIC Private Debt, Crédit Mutuel Impact, Cigogne Management, Crédit Mutuel Gestion, New Alpha Asset Management**. De plus, le **CIC** a cédé en décembre 2024 l'entité **Crédit Mutuel Épargne Salariale** à **La Française (15 %)** et au **Groupe des Assurance du Crédit Mutuel (85 %)**.

Les expertises de **Banque de Luxembourg Investments** et **CIC Market Solutions** sont aussi commercialisées par **La Française AM Finance Services**, plateforme de distribution. Le groupe **La Française** apporte aussi ses services à **Dubly Transatlantique Gestion** ;

- et de la **Banque Transatlantique, la Banque de Luxembourg** et **Banque CIC (Suisse)**.

La **gestion d'actifs et banque privée** publie un produit net bancaire en hausse globale de +5,1 %, les deux activités contribuant favorablement : gestion d'actifs, +6,5 % grâce à une collecte commerciale positive et banque privée, +3,9 % grâce à la bonne progression des commissions.

Les frais de fonctionnement sont en hausse de +9,0 %.

Le résultat net progresse de +14,3 % à 129 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025, contre 112 millions au 1^{er} semestre 2024.

Ces données n'intègrent pas l'activité banque privée, logée au sein du réseau du **CIC** et de ses cinq banques régionales, qui représentent 108 millions d'euros de produit net bancaire (+10 %) et 37 millions de résultat net (+16 %).

■ ACTIVITÉ GESTION D'ACTIFS

Groupe La Française totalise un encours sous gestion de 161 milliards d'euros (marquant une progression de près de +3 % par rapport à la fin de l'exercice 2024) et une collecte de près de 2,2 milliards d'euros à fin juin 2025. Près de 80 % des actifs sont investis sur les marchés financiers cotés (monétaire, actions, obligations, convertibles, etc.) aux côtés des expertises non cotées (immobilier, dette privée et private equity). Au 30 juin 2025, le produit net bancaire généré par l'activité du **Groupe La Française** s'élève à près de 213 millions d'euros, pour un résultat d'exploitation proche de 29 millions d'euros.

Les fonds de **Crédit Mutuel Asset Management** ont collecté 814 millions d'euros, dont 457 millions d'euros sur sa gamme de fonds actions et 913 millions d'euros au travers de ses solutions d'épargne salariale. **Crédit Mutuel Asset Management** poursuit par ailleurs l'enrichissement de son offre, avec le lancement de nouveaux millésimes de fonds obligataires à échéance. Les encours de **Crédit Mutuel Asset Management** atteignent désormais 103 milliards d'euros dont 48 milliards d'euros d'encours positionnés sur son expertise monétaire.

Sur la même période, **Crédit Mutuel Gestion** a vu ses encours sous gestion croître jusqu'à près de 18 milliards d'euros depuis le début de l'année, soit une augmentation de près de +8 % par rapport à fin décembre 2024.

La Française REM a poursuivi son adaptation dans un environnement immobilier toujours marqué par des taux de rendement immobiliers élevés et une baisse des volumes d'investissement. Dans un environnement contraint, la société a privilégié des stratégies ciblées sur des actifs résilients et thématiques, notamment illustrées par l'acquisition fin juin d'une clinique. Malgré le contexte chahuté, **La Française REM** continue d'assurer la liquidité de ses produits en conduisant son plan d'arbitrage. La collecte brute sur le premier semestre 2025 s'élève à 65 millions d'euros, soutenue en majorité par les SCPI thématiques et portant les encours totaux à près de 27 milliards d'euros.

CIC Private Debt a renforcé son rayonnement européen avec l'ouverture d'une antenne à Francfort en 2025. La société a réalisé sa première opération en dette senior sur la zone DACH (Allemagne, Autriche et Suisse) et a finalisé en mars une levée de 610 millions d'euros sur sa stratégie Mezzanine & Unitranche. Au premier semestre, les levées de fonds s'élèvent à 360 millions d'euros et 335 millions d'euros ont été investis, portant les encours sous gestion à près de 3,6 milliards d'euros.

La gestion alternative, portée par **Cigogne Management** depuis plus de 20 ans, continue à gagner du terrain auprès des investisseurs particuliers. Le fonds **Cigogne UCITS Credit Opportunities** voit ses encours dépasser les 200 millions d'euros pour son deuxième anniversaire, soutenu par son référencement sur les principales plateformes françaises et européennes. **Cigogne Management** gère près de 1,8 milliard d'euros d'encours au 30 juin 2025.

NewAlpha Asset Management accueille depuis juin 2025 l'équipe de ALLSTRAT spécialisée dans le financement d'entreprises du secteur de la défense et de la souveraineté industrielle en Europe¹. Les encours de la société de gestion s'élèvent à 3,9 milliards d'euros.

Les fonds de **BLI – Banque de Luxembourg Investments** distribués par le Groupe La Française totalisent un encours de plus de 2,8 milliards d'euros.

Au 30 juin 2025, les encours gérés par **Crédit Mutuel Impact** sont en très légère progression (+1 % par rapport à fin décembre 2024) et atteignent 1,1 milliard d'euros au 30 juin 2025. En fin d'année ces encours gérés devraient continuer de progresser tirés par le déploiement du fonds Révolution Environnementale et Solidaire abondé par le Dividende sociétal de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

■ ACTIVITÉ BANQUE PRIVÉE

Le premier semestre 2025 de la **Banque Transatlantique** et ses filiales se caractérise par un développement dynamique de ses activités et une amélioration de ses performances financières, en France comme à l'International, dans un contexte de tensions géopolitiques et commerciales.

Les métiers et filiales de la Banque Transatlantique affichent une activité soutenue sur le premier semestre 2025.

Les encours de crédits atteignent 5,6 milliards d'euros (stables par rapport à 2024). La production de crédits à l'habitat affiche une légère reprise depuis le début de l'année, le stock s'établissant à 3,4 milliards d'euros (3,3 milliards d'euros à fin 2024).

L'encours d'épargne atteint 68,3 milliards d'euros (+2 % par rapport à 2024).

La stratégie de montée en gamme de la clientèle conjuguée au dynamisme commercial des métiers et filiales de la Banque Transatlantique² permettent d'atteindre un produit net bancaire de 117 millions d'euros (105 millions d'euros à fin juin 2024).

Le produit net d'intérêts progresse de +19 % à 31 millions d'euros. Cette évolution réside principalement dans la baisse des encours de comptes à terme et de leur rémunération.

Les commissions augmentent de +9 % à 86 millions d'euros, portées par la hausse des commissions financières et d'assurances-vie.

Les frais généraux s'établissent à -76 millions d'euros (-67 millions d'euros à fin juin 2024), en ligne avec le plan stratégique 2024-2027 et ses investissements en matière de recrutements, de projets informatiques et de communication.

Le résultat net s'élève à 28 millions d'euros (26 millions d'euros à fin juin 2024).

Le coefficient d'exploitation s'affiche à 65,3 % (+1,3 point de base par rapport à fin juin 2024).

Au 30 juin 2025, la **Banque de Luxembourg** dégage un produit net bancaire de 204,3 millions d'euros, stable par rapport à la même période de l'exercice précédent.

La diminution de la marge nette d'intérêts de -5 %, à 83,8 millions d'euros, est compensée par l'augmentation des commissions nettes de +2 %, à 112,8 millions d'euros ainsi que par l'augmentation exceptionnelle des autres éléments du PNB de +58 %, à 7,7 millions d'euros.

Les frais généraux s'élèvent à -135,9 millions d'euros, soit une augmentation de +6 % par rapport à juin 2024.

Le coût du risque est en reprise nette de +9,1 millions d'euros contre +2,5 millions d'euros à juin 2024, induisant une variation de +6,6 millions d'euros.

Le résultat net atteint 59,9 millions d'euros, en hausse de +2 % par rapport au premier semestre 2024.

Les encours bruts de crédits et de dépôts clients sont stables sur 12 mois à près de 3,5 milliards d'euros et 12 milliards d'euros respectivement au 30 juin 2025. Par ailleurs, la Banque de Luxembourg gère une épargne financière de près de 114 milliards d'euros à fin de semestre, en augmentation de +2 % comparés à juin 2024.

En dépit d'un contexte marqué par des tensions géopolitiques et des incertitudes économiques, les prêts de la **Banque CIC (Suisse)** ont augmenté de +2,1 %, à 10,8 milliards d'euros depuis le début 2025. Malgré la volatilité des marchés financiers et les tensions monétaires en Suisse, les actifs sous gestion au 30 juin 2025 sont restés stables à 20,5 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2024.

Au premier semestre 2025, la marge d'intérêt et le produit net bancaire sont impactés par les baisses de taux d'intérêt initiées par la Banque Nationale Suisse (BNS) en 2024 et qui se sont poursuivies. La marge d'intérêt diminue de -4,5 % à 65 millions d'euros, et le produit net bancaire de -1,6 % à 107,8 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024. Cette baisse est partiellement compensée par une augmentation de +10,3 % du résultat des opérations de commissions, qui s'établit à 26,3 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024. Les frais généraux augmentent de +5,2 %, à -78,2 millions d'euros, notamment en raison de la hausse des frais de personnel liée à des recrutements. Le résultat brut d'exploitation diminue de -16 % à 29,6 millions d'euros.

Le résultat net ressort à 25,2 millions d'euros à fin juin 2025 contre 12 millions d'euros fin juin 2024.

¹ https://www.la-francaise.com/fileadmin/images/Groupe/2025/New_Alpha_-_Lancement_d_une_expertise_Defense_-_FR_FINAL_FOR_FRANCE_ONLY.pdf
² Hors TPW LLC.

2.3.2. Banque de financement

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024	Évolution
Produit net bancaire	323	335	-3,7 %
Frais de fonctionnement	-96	-83	+15,7 %
Résultat brut d'exploitation	226	252	-10,1 %
Coût du risque	15	-40	n.s
Coût du risque avéré	-6	-44	-87,3 %
Coût du risque non avéré	21	4	n.s
Résultat avant impôt	241	212	+14,1 %
Impôt sur les bénéfices	-83	-56	+48,6 %
RÉSULTAT NET	158	156	+1,7 %

Avec ses équipes basées à la fois en France et dans les succursales du CIC à l'étranger (Londres, Bruxelles, New York, Singapour et Hong Kong), la banque de financement offre des services à une clientèle de grandes entreprises et d'institutionnels, dans le cadre d'une approche globale de leurs besoins. Elle appuie également l'action des réseaux « entreprises » pour leur grande clientèle, et contribue au développement de l'activité internationale ainsi qu'à la mise en œuvre de financements spécialisés (acquisitions, actifs, projets).

La banque de financement affiche un produit net bancaire en recul de -3,7 % après un premier semestre 2024 favorable notamment sur la marge d'intérêt.

Le coût du risque s'améliore avec une reprise nette de 15 millions d'euros à fin juin 2025, contre une dotation de -40 millions en juin 2024.

Le résultat avant impôt s'inscrit donc en forte hausse à 241 millions d'euros au premier semestre 2025, contre 212 millions en 2024.

Au premier semestre 2025, la production globale de crédits des **financements structurés** à 2,2 milliards d'euros est du même ordre que celle de l'année dernière. Toutefois, l'activité par segment présente des différences notables : production en retrait pour les financements d'acquisitions en raison de l'absence de redémarrage du marché primaire LBO, production en forte hausse pour les financements de projets. Le nombre d'opérations en financements d'actifs et en titrisation est du même ordre qu'en juin 2024, mais les montants sont moindres.

L'activité **grands comptes (CIC Corporate)** accompagne dans leur développement et dans le cadre d'une relation à long terme les grandes entreprises et institutions financières françaises ou étrangères cotées ou non, dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500 millions d'euros.

Dans un contexte d'assouplissement de la politique monétaire et malgré une géopolitique incertaine, la dynamique commerciale est restée soutenue au premier semestre 2025, notamment liée à des opérations stratégiques ou de sécurisation d'échanges commerciaux en France et à l'international (financements, émissions obligataires, opérations de couverture, émissions de garanties, affacturage, etc.). Ainsi, si le produit net d'intérêt est en baisse, la bonne maîtrise des frais généraux et la forte diminution du coût du risque impactent très positivement le résultat avant impôts.

Dans un contexte géopolitique qui demeure incertain, les équipes de la **direction des activités à l'international** sont mobilisées pour proposer des solutions qui permettent d'allier développement et sécurisation des opérations à l'international :

- en accompagnant les clients entreprises du groupe dans leurs projets de développement à l'international. Ainsi 132 entreprises ont bénéficié des services de CIC Aidexport et des bureaux de représentation au cours du premier semestre ;
- en garantissant aux exportateurs qu'ils seront payés, notamment grâce aux crédits documentaires confirmés : les volumes des crédits documentaires poursuivent leur progression (+3 % à fin juin 2025) ;
- en proposant des solutions de crédits acheteurs ou d'escompte sans recours de crédits fournisseurs export ;
- en permettant aux entreprises d'échanger entre pairs dans le cadre du Club CIC International.

Les cinq succursales du CIC localisées en Grande-Bretagne, aux États-Unis, à Hong Kong, à Singapour et en Belgique ont apporté une contribution efficace dans l'accompagnement et le financement des entreprises dans ces zones stratégiques du monde.

2.3.3. Activités de marché

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024	Évolution
Produit net bancaire	331	299	+11,0 %
Frais de fonctionnement	-150	-142	+5,5 %
Résultat brut d'exploitation	182	157	+15,9 %
Coût du risque	-2	3	n.s
Résultat d'exploitation	179	159	+12,3 %
Gains & pertes/ aut. actifs et MEE	0	-1	n.s.
Résultat avant impôt	179	159	+12,9 %
Impôt sur les bénéfices	-55	-39	+43,2 %
RÉSULTAT NET	124	120	+3,1 %

Les activités de marché regroupent les activités commerciales de marché – sous la marque CIC Market Solutions – à destination de la clientèle entreprises et institutions financières, l'activité investissement ainsi que les prestations de post marché au service de ces activités.

Les activités de marché affichent une progression de +11,0 % de leur produit net bancaire, à 331 millions d'euros. Les frais de fonctionnement, en hausse de 8 millions d'euros, s'établissent à -150 millions d'euros.

Le résultat brut d'exploitation augmente de +15,9 % à 182 millions d'euros. Le résultat net global des activités de marché atteint 124 millions d'euros, en progression de +3,1 % (120 millions d'euros au premier semestre 2024).

CIC Market Solutions poursuit sa croissance au cours du premier semestre 2025. La contribution de CIC Market Solutions au produit net bancaire consolidé selon la norme IFRS s'établit ainsi à 153 millions d'euros contre 130 millions d'euros au 30 juin 2024, soit une croissance de +17 %.

L'ensemble des activités poursuit leur bonne dynamique commerciale.

Le **métier investissement** - incluant la France, les succursales de New York, de Singapour et de Londres - génère, au premier semestre 2025, un produit net bancaire de 178 millions d'euros contre 169 millions d'euros au 30 juin 2024.

Le premier semestre a été marqué par la guerre tarifaire déclenchée par les États-Unis (à l'occasion du *Liberation Day* notamment), les annonces d'un réarmement en Europe et la montée des risques géopolitiques. Les politiques budgétaires, notamment américaines ont également apporté de la volatilité.

Les marchés financiers demeurent néanmoins optimistes, les marchés actions sont sur des plus hauts annuels en très fort rebond par rapport à début avril lors du *Liberation Day*.

Dans ce contexte, le métier investissement a saisi les opportunités offertes par la volatilité des marchés financiers.

2.3.4. Capital-investissement

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024	Évolution
Produit net bancaire	211	223	-5,2 %
Frais de fonctionnement	-47	-45	+4,8 %
Résultat avant impôt	164	177	-7,8 %
Impôt sur les bénéfices	6	-2	n.s
RÉSULTAT NET	169	175	-3,5 %

Crédit Mutuel Equity, filiale de capital-investissement de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, accompagne les entreprises à tous les stades de leur développement : en capital innovation pour les start-up, et en capital développement et capital transmission pour les PME et les ETI. La structure conseille également les entreprises dans leurs opérations de fusions-acquisitions via sa filiale CIC Conseil.

Crédit Mutuel Equity finance en capital des projets de croissance et de transformation en France depuis ses huit implantations en région - Paris, Lyon, Nantes, Bordeaux, Lille, Strasbourg, Marseille et Toulouse -, mais aussi à l'international au travers de ses filiales en Europe et en Amérique du Nord.

Fort de 4,5 milliards d'euros de capitaux propres à son bilan, Crédit Mutuel Equity est un acteur singulier du capital-investissement. La structure investit exclusivement les fonds propres de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, ce qui lui permet d'adapter son horizon d'accompagnement à la réalité des besoins des entreprises, mais aussi de les soutenir via d'éventuels réinvestissements.

Preuve de cet engagement dans la durée de Crédit Mutuel Equity, plus du quart des 319 entreprises du portefeuille sont détenues depuis plus de 10 ans, fait atypique dans le secteur du capital-investissement. La rotation de ce portefeuille reste pour autant dynamique et révélatrice de la force de frappe de la structure. La valorisation de ce portefeuille affiche une croissance de plus de 700 millions d'euros en prix de revient sur les trois dernières années (soit plus de 22 %).

Sur le plan financier, 174 millions d'euros ont été investis au premier semestre 2025 dans une vingtaine d'opérations, en France comme à l'international.

Le rythme des cessions s'est rationalisé par rapport au niveau exceptionnellement élevé de 2024, avec 78 millions d'euros de cessions réalisées sur cette première moitié de l'exercice, le contexte macro-économique perturbé ayant reporté dans certaines entreprises des décisions de reconstitutions capitalistiques. Crédit Mutuel Equity, dont les capitaux n'appartiennent pas à des souscripteurs tiers, offre dans ces circonstances une vraie souplesse aux entreprises, en adaptant sa durée d'investissement à la trajectoire de ses participations. Plus de 1,6 milliard d'euros de participations a, par ailleurs, été cédé au cours des trois derniers exercices.

CIC Conseil a été elle aussi confrontée à un environnement de marché difficile. Cependant, sa proximité des tissus économiques locaux et des entrepreneurs qu'elle accompagne dans la durée lui ont permis de finaliser dix opérations de fusions-acquisitions, pour un montant total de commissions facturées de 4,5 millions d'euros, supérieur au premier semestre 2024 qui totalisait six opérations finalisées et 2,3 millions d'euros facturés.

Au global, le total des produits reste solide avec 211 millions d'euros au premier semestre 2025, composé aux deux tiers de plus-values générées par le portefeuille et complété de revenus récurrents, démontrant la qualité de la gestion des participations dans un contexte marqué par l'incertitude.

La contribution de Crédit Mutuel Equity au résultat net consolidé s'établit quant à elle à 169 millions d'euros, un niveau proche de celui du premier semestre 2024.

2.4. Autres métiers : informatique, logistique, presse et autres

Ce secteur rassemble principalement :

- le métier "technologie" incluant les sociétés informatiques du groupe ;
- le métier "logistique" incluant les structures à vocation logistique ;
- le métier "presse" avec le groupe EBRA (groupe de presse quotidienne régionale de Crédit Mutuel Alliance Fédérale) qui possède neuf quotidiens régionaux et plus de 1 400 journalistes : Le Dauphiné Libéré, Le Progrès, Le Bien Public, Le Journal de Saône et Loire, Le Républicain Lorrain, L'Est Républicain, Vosges Matin, Les Dernières Nouvelles d'Alsace et L'Alsace. Les neuf titres disposent d'un fort ancrage local et couvrent au total 23 départements sur l'ensemble de la façade Est de la France. Le Groupe EBRA est présent avec ses différentes marques sur le print, et le digital ainsi qu'une offre événementielle avec sa filiale EBRA Events et une expertise vidéo via ses filiales EBRA Studios et EBRA Productions ;
- les activités "holding" ;
- le reclassement en produit net bancaire des frais engagés par le réseau au titre de la distribution des contrats d'assurance (application de la norme IFRS17 depuis le 1^{er} janvier 2023).

Le résultat net du secteur "autres métiers" est de -134 millions d'euros, contre +129 millions au premier semestre 2024 :

- le métier logistique affiche un résultat en baisse ;
- le résultat de l'activité presse est stable (-5 millions contre -6 millions d'euros un an plus tôt) ;
- un résultat net de -200 millions pour les activités "holding" intégrant une partie du coût de la surtaxe d'impôt sur les sociétés au niveau des entités d'intégration fiscale.

Technologie

Euro-Information, filiale technologique de Crédit Mutuel Alliance Fédérale accompagne ses réseaux, ses métiers et ses filiales dans leur développement.

Deux nouveaux datacenters de pointe (certifiés Tier IV) ont été inaugurés en juin dernier (sites de Saint-Apollinaire et Fauverney en Bourgogne). Cet investissement de 230 millions d'euros entraîne des dotations aux amortissements complémentaires et une augmentation du parc informatique à maintenir. Il contribue à l'ambition stratégique de Crédit Mutuel Alliance Fédérale de se doter de capacités numériques souveraines grâce au savoir-faire d'Euro-Information. Ces infrastructures technologiques sont opérées en interne avec l'assurance d'un très haut niveau de performance tout en garantissant la disponibilité des services numériques 24h/24, 7j/7 et l'intimité numérique des 33 millions de clients et sociétaires du groupe.

Presse

Les revenus d'EBRA atteignent 246 millions d'euros à fin juin 2025, en croissance de +2,4 % par rapport à fin juin 2024 (+5,8 millions d'euros). L'activité événementielle est en croissance et génère 7 millions d'euros de revenus additionnels (intégration de LEO mi-2024). La bonne maîtrise des coûts atténue l'impact de la chute des revenus des activités historiques, avec en particulier un gain sur les charges de production et distribution de 2,9 millions d'euros. Si le résultat net contributif reste négatif, il s'améliore par rapport à fin juin de 2024.

3. Informations complémentaires

3.1. Encours de dépôts et de crédits

Dépôts clientèle

(encours en milliards d'euros)	30/06/2025	30/06/2024	Évolution	31/12/2024
Comptes courants	194,1	188,3	+3,1 %	192,2
Livrets Bleu & A	59,1	55,9	+5,7 %	58,4
Autres livrets	69,6	69,7	-0,2 %	69,2
Épargne logement	31,3	34,7	-9,8 %	33,5
Dépôts négociés ⁽¹⁾	114,4	112,1	+2,1 %	116,4
Autres	9,9	16,8	-40,7 %	13,1
Dépôts de la clientèle	478,5	477,4	+0,2 %	482,7
Dont Épargne réglementée	126,1	124,5	+1,3 %	

⁽¹⁾ Comptes à terme et Plan d'Épargne Populaire (PEP).

À fin juin 2025, les encours de dépôts de la clientèle sont de 478,5 milliards en légère progression sur 12 mois mais en recul sur le premier semestre.

La dynamique positive de la collecte sur les livrets Bleu et A du second semestre 2024 ralentit sur le premier semestre 2025 en rapport avec la baisse des taux de rémunération des livrets réglementés. Cette hausse compense en partie le recul sur l'épargne logement. Les dépôts négociés sont en hausse sur un an mais en recul sur le premier semestre. Les encours sur les comptes courants sont en progression de +1 % sur le premier semestre à 194,1 milliards d'euros.

Crédits clientèle

(encours en milliards d'euros)	30/06/2025	30/06/2024	Évolution	31/12/2024
Habitat	263,6	264,1	-0,2 %	264,4
Consommation	58,3	55,0	+5,9 %	57,4
Équipement et crédit-bail	146,9	142,7	+2,9 %	144,6
Fonctionnement ⁽¹⁾	47,5	49,5	-3,9 %	49,3
Autres	12,1	11,2	+8,0 %	11,3
Crédits à la clientèle	528,4	522,5	+1,1 %	527,1

⁽¹⁾ Comptes courants débiteurs et crédits de trésorerie.

La dynamique de production de nouveaux crédits permet de maintenir un encours de crédits à la clientèle globalement stable sur 6 mois comme sur 12 mois glissants à 528,4 milliards d'euros.

Les encours de crédits habitat - qui représentent 50 % des encours - sont quasi stables à 263,6 milliards d'euros. Cette tendance est conforme aux statistiques Banque de France qui annoncent un retrait de -0,2 % à fin mai 2025.

Les encours de crédits à la consommation à 58,3 milliards d'euros poursuivent leur progression sur le premier semestre 2025, sur un rythme ralenti par rapport à l'exercice 2024.

Les encours de crédits d'équipement et crédit-bail évoluent de +2,9 % portés par la dynamique du segment des entreprises au CIC, malgré l'environnement incertain.

3.2. Indicateurs alternatifs de performance

Libellé	Définition/mode de calcul	Pour les ratios, justification de l'utilisation
Coefficient d'exploitation	Ratio calculé à partir de postes du compte de résultat consolidé : rapport entre les frais généraux (sommes des postes « charges de personnel », « autres charges générales d'exploitation » et « dotations / reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles ») et le « produit net bancaire »	Mesure de l'efficacité d'exploitation de la banque
Coût du risque clientèle global rapporté aux encours de crédits (exprimé en % ou en points de base)	Coût du risque clientèle de la note de l'annexe des comptes consolidés rapporté aux encours de crédits bruts de fin de période	Permet d'apprécier le niveau de risque en pourcentage des engagements de crédit bilanciaux
Coût du risque	Poste « coût du risque de contrepartie » du compte de résultat consolidé publiable	Mesure le niveau de risque
Crédits à la clientèle	Poste « prêts et créances sur la clientèle au coût amorti » de l'actif du bilan consolidé	Mesure de l'activité clientèle en matière de crédits
Coût du risque avéré	Actifs dépréciés (S3) voir note annexe « coût du risque de contrepartie »	Mesure le niveau de risque avéré (encours douteux)
Coût du risque non avéré	Pertes attendues à 12 mois (S1) + pertes attendues à maturité (S2) voir note annexe « coût du risque de contrepartie ». Application de la norme IFRS 9.	Mesure le niveau de risque non avéré (sur encours sains)
Dépôts de la clientèle ; dépôts comptables	Poste « dettes envers la clientèle au coût amorti » du passif du bilan consolidé	Mesure de l'activité clientèle en matière de ressources bilanciales
Épargne assurance	Encours d'assurance-vie détenus par nos clients - données de gestion (compagnie d'assurance)	Mesure de l'activité clientèle en matière d'assurance vie
Épargne financière bancaire, épargne gérée et conservée	Encours d'épargne hors bilan détenus par nos clients ou conservés (comptes titres, OPCVM...) - données de gestion (entités du groupe)	Mesure représentative de l'activité en matière de ressources hors-bilan (hors assurance vie)
Épargne totale	Somme des dépôts comptables, de l'épargne assurance et de l'épargne financière bancaire	Mesure de l'activité clientèle en matière d'épargne
Frais de fonctionnement ; frais généraux ; frais de gestion	Sommes des lignes « charges générales d'exploitation » et « dotations / reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat consolidé publiable	Mesure le niveau des frais de fonctionnement
Marge d'intérêt ; revenu net d'intérêt ; produit net d'intérêt	Calculé à partir de postes du compte de résultat consolidé : différence entre les intérêts reçus et les intérêts versés : - intérêts reçus = poste « intérêts et produits assimilés » du compte de résultat consolidé publiable - intérêts versés = poste « intérêts et charges assimilés » du compte de résultat consolidé publiable	Mesure représentative de la rentabilité
Ratio crédits/dépôts ; coefficient d'engagement	Ratio calculé à partir de postes du bilan consolidé : rapport exprimé en pourcentage entre le total des crédits à la clientèle et des dépôts de la clientèle	Mesure de la dépendance aux refinancements externes
Rentabilité des actifs (ROAA)	Le ratio du rendement moyen de l'actif total se calcule en divisant le résultat net par la moyenne du total actifs sur deux années	Le ROAA est un indicateur de performance de la banque. Il mesure le résultat dégagé par rapport aux actifs mobilisés
Taux de couverture global	Déterminé en rapportant les provisions constatées au titre du risque de crédit (dépréciations S1, S2 et S3) aux encours bruts identifiés comme en défaut au sens de la réglementation (créances brutes faisant l'objet d'une dépréciation individuelle S3)	Ce taux de couverture mesure le risque résiduel maximal associé aux encours totaux
Taux de couverture sur créances douteuses	Déterminé en rapportant les provisions constatées au titre du risque de crédit (dépréciations S3) aux encours bruts identifiés comme en défaut au sens de la réglementation (créances brutes faisant l'objet d'une dépréciation individuelle S3)	Ce taux de couverture mesure le risque résiduel maximal associé aux encours en défaut (« douteux »)
Taux de créances douteuses ; taux de CDL	Rapport entre les encours de créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle (S3) et les encours de crédits clientèle bruts moyen (calcul à partir de l'annexe « Prêts et créances sur la clientèle » des comptes consolidés : créances brutes + location financement)	Indicateur de qualité des actifs

Données chiffrées (en millions d'euros)

Coefficient d'exploitation	30/06/2025	30/06/2024
Frais généraux	-5 026	-4 712
Produit net bancaire	8 768	8 257
COEFFICIENT D'EXPLOITATION	57,3 %	57,1 %

Résultat net / actifs pondérés par les risques moyens (RoRWAA)	30/06/2025	31/12/2024
Résultat net total (y compris intérêts minoritaires)	1 826	4 124
Actifs pondérés par les risques moyens (RWAA)	311 031	307 506
RÉSULTAT NET / ACTIFS PONDÉRÉS PAR LES RISQUES MOYENS - annualisé	1,2 %	1,3 %

Crédits/dépôts	30/06/2025	31/12/2024
Crédits nets à la clientèle	528 365	527 104
Dépôts de la clientèle	478 480	482 741
CRÉDITS/DÉPÔTS	110,4 %	109,2 %

Taux de couverture sur créances douteuses	30/06/2025	31/12/2024
Provisions pour dépréciations sur encours douteux (S3)	-8 208	-7 873
Créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle (S3)	17 663	17 112
TAUX DE COUVERTURE SUR CRÉANCES DOUTEUSES	46,5 %	46,0 %

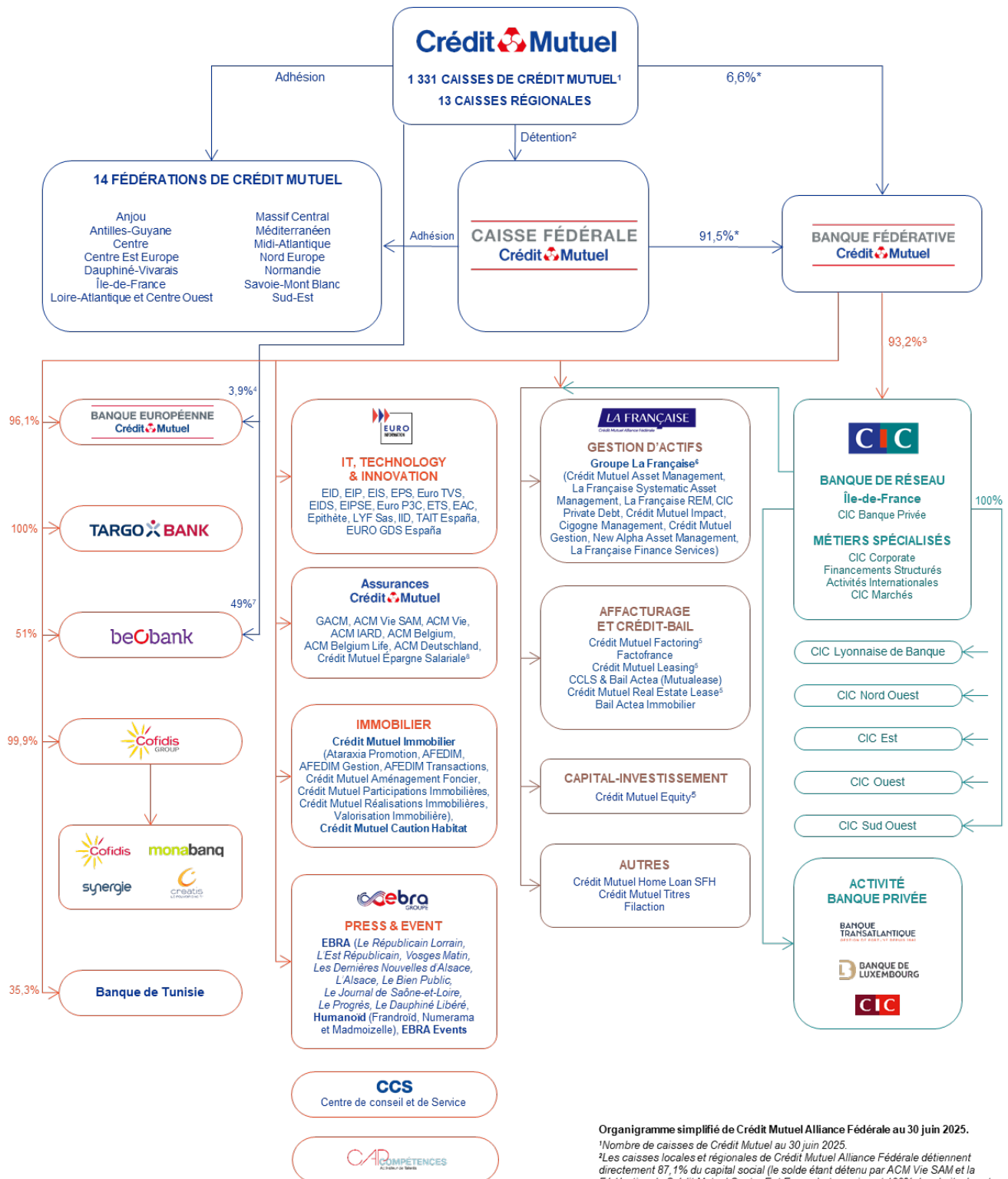
Taux de couverture global	30/06/2025	31/12/2024
Provisions pour dépréciations sur encours douteux (S3) et sains (S1 et S2)	-11 544	-11 149
Créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle (S3)	17 663	17 112
TAUX DE COUVERTURE GLOBAL	65,4 %	65,2 %

Taux de créances douteuses	30/06/2025	31/12/2024
Créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle (S3)	17 663	17 112
Crédits bruts à la clientèle	539 909	538 253
TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES	3,3 %	3,2 %

Coût du risque clientèle rapporté aux encours de crédits	30/06/2025	31/12/2024
Coût du risque total clientèle	-869	-2 020
Crédits bruts à la clientèle moyens	536 518	535 153
COÛT DU RISQUE CLIENTÈLE RAPPORTÉ AUX ENCOURS DE CRÉDITS (annualisé - en points de base)	32	38

Résultat net / actifs moyens (ROAA)	30/06/2025	31/12/2024
Résultat net	1 826	4 124
Actifs moyens	926 894	922 869
RENTABILITÉ DES ACTIFS (ROAA)	0,39 %	0,45 %

4. Organigramme simplifié de Crédit Mutuel Alliance Fédérale



Organigramme simplifié de Crédit Mutuel Alliance Fédérale au 30 juin 2025.

¹Nombre de caisses de Crédit Mutuel au 30 juin 2025.

²Les caisses locales et régionales de Crédit Mutuel Alliance Fédérale détiennent directement 87,1% du capital social (le solde étant détenu par ACM Vie SAM et la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe) et quasiment 100% des droits de vote.

³Le solde étant détenu par Mutuelles Investissement.

⁴3,9% détenus par les Caisses Régionales du Crédit Mutuel Normandie et du Crédit Mutuel Méditerranéen.

⁵Filiales détenues majoritairement directement et indirectement par le CIC.

⁶Depuis le 1^{er} janvier 2024, filiale détenue à 60% par la BFCM et 40% par la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Nord Europe.

⁷49% détenus directement par la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Nord Europe.

⁸Détention 85% GACM et 15% Groupe La Française.

⁹Le solde (1,9%) étant détenu par Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie (1,4%) et Crédit Mutuel Océan (0,5%).

5. États financiers de Crédit Mutuel Alliance Fédérale

5.1. Bilan actif

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Caisse, Banques centrales	75 333	86 611
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	41 592	40 177
Instruments dérivés de couverture	789	824
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	47 084	44 693
Titres au coût amorti	5 952	5 680
Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	72 210	70 565
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	528 365	527 104
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-256	-471
Placements financiers des activités d'assurance	140 225	134 725
Contrats d'assurance émis – Actif	8	10
Contrats de réassurance détenus – Actif	247	284
Actifs d'impôts courants	1 284	1 738
Actifs d'impôts différés	1 230	1 345
Compte de régularisation et actifs divers	9 219	10 275
Actifs non courants destinés à être cédés	0	0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	826	803
Immeubles de placement	338	313
Immobilisations corporelles	4 346	4 476
Immobilisations incorporelles	700	690
Écarts d'acquisition	2 367	2 367
TOTAL DE L'ACTIF	931 858	932 209

5.2. Bilan passif

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Banques centrales	15	18
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	26 847	26 643
Instruments dérivés de couverture	1 290	1 636
Dettes représentées par un titre au coût amorti	159 150	164 104
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	35 795	33 129
Dettes envers la clientèle au coût amorti	478 480	482 741
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-16	-15
Passifs d'impôts courants	539	727
Passifs d'impôts différés	533	523
Compte de régularisation et passifs divers	14 794	15 491
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0	0
Contrats d'assurance émis – passif	129 495	124 807
Contrats de réassurance détenus – passif	0	0
Provisions	4 180	3 825
Dettes subordonnées au coût amorti	13 086	12 532
Capitaux propres totaux	67 670	66 048
Capitaux propres – Part du groupe	65 593	63 989
Capital et réserves liées	8 076	7 968
Réserves consolidées	55 621	51 884
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	160	194
Résultat de l'exercice	1 736	3 943
Capitaux propres – Intérêts minoritaires	2 077	2 059
TOTAL DU PASSIF	931 858	932 209

Au 31 décembre 2024, un reclassement de 2 030 millions de livres sterling (2 448 millions d'euros) a été effectué par le CIC Londres de la ligne "Dettes représentées par un titre au coût amorti" vers la ligne "Passifs financiers à la juste valeur par résultat".

5.3. Compte de résultat

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024
Intérêts et produits assimilés	16 353	18 679
Intérêts et charges assimilées	-11 985	-14 523
Commissions (produits)	3 264	3 157
Commissions (charges)	-853	-827
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	867	528
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	16	-13
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation des actifs financiers au coût amorti	2	0
Produits des contrats d'assurance émis	3 831	3 658
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis	-2 950	-2 892
Produits et charges afférentes aux contrats de réassurance détenus	-67	-51
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis	-2 992	-3 073
Produits financiers ou charges afférents à des contrats de réassurance détenus	3	4
Produits nets des placements financiers liés aux activités d'assurance	3 104	3 178
Produits des autres activités	1 073	783
Charges des autres activités	-898	-351
Produit net bancaire	8 768	8 257
dont Produit net des activités d'assurance	929	824
Charges générales d'exploitation	-4 651	-4 346
Dot/Rep sur amortissements et dépréciations des immos corporelles et incorporelles	-375	-366
Résultat brut d'exploitation	3 742	3 545
Coût du risque de contrepartie	-902	-957
Résultat d'exploitation	2 840	2 587
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	15	13
Gains ou pertes sur autres actifs	7	41
Variations de valeur des écarts d'acquisition	1	0
Résultat avant impôt	2 863	2 641
Impôts sur les bénéfices	-1 037	-609
Résultat net	1 826	2 032
Résultat – Intérêts minoritaires	90	93
RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)	1 736	1 939

Au 30 juin 2024, un reclassement d'une charge de 244 millions d'euros a été effectué de la ligne "Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" vers la ligne "Intérêts et charges assimilés".

Contacts presse :

Aziz Ridouan – 06 01 10 31 69 – aziz.ridouan@creditmutuel.fr

Relations presse – 03 88 14 84 00 – com-alliancefederale@creditmutuel.fr

Contact investisseurs :

Banque Fédérative du Crédit Mutuel – bfcmm-web@creditmutuel.fr

A propos de Crédit Mutuel Alliance Fédérale* :

Bancassureur de premier plan en France avec près de 79 000 collaborateurs au service de plus de 31 millions de clients, Crédit Mutuel Alliance Fédérale propose une offre multiservice à une clientèle de particuliers, de professionnels de proximité et entreprises de toutes tailles, via plus de 4 100 points de vente.

Crédit Mutuel Alliance Fédérale, premier groupe bancaire français à avoir adopté le statut d'entreprise à mission, regroupe les caisses de Crédit Mutuel des fédérations Centre Est Europe (Strasbourg), Sud-Est (Lyon), Ile-de-France (Paris), Savoie-Mont Blanc (Annecy), Midi-Atlantique (Toulouse), Loire-Atlantique et Centre Ouest (Nantes), Centre (Orléans), Normandie (Caen), Dauphiné-Vivarais (Valence), Méditerranéen (Marseille), Anjou (Angers), Massif Central (Clermont-Ferrand), Antilles-Guyane (Fort-de-France) et Nord Europe (Lille).

Crédit Mutuel Alliance Fédérale regroupe également la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM) et l'ensemble de ses filiales, notamment le CIC, Euro-Information, les Assurances du Crédit Mutuel (ACM), TARGOBANK en Allemagne, Cofidis, Beobank en Belgique, la Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM), la Banque Transatlantique, Banque de Luxembourg et Homiris.

* Données au 30 juin 2025.